

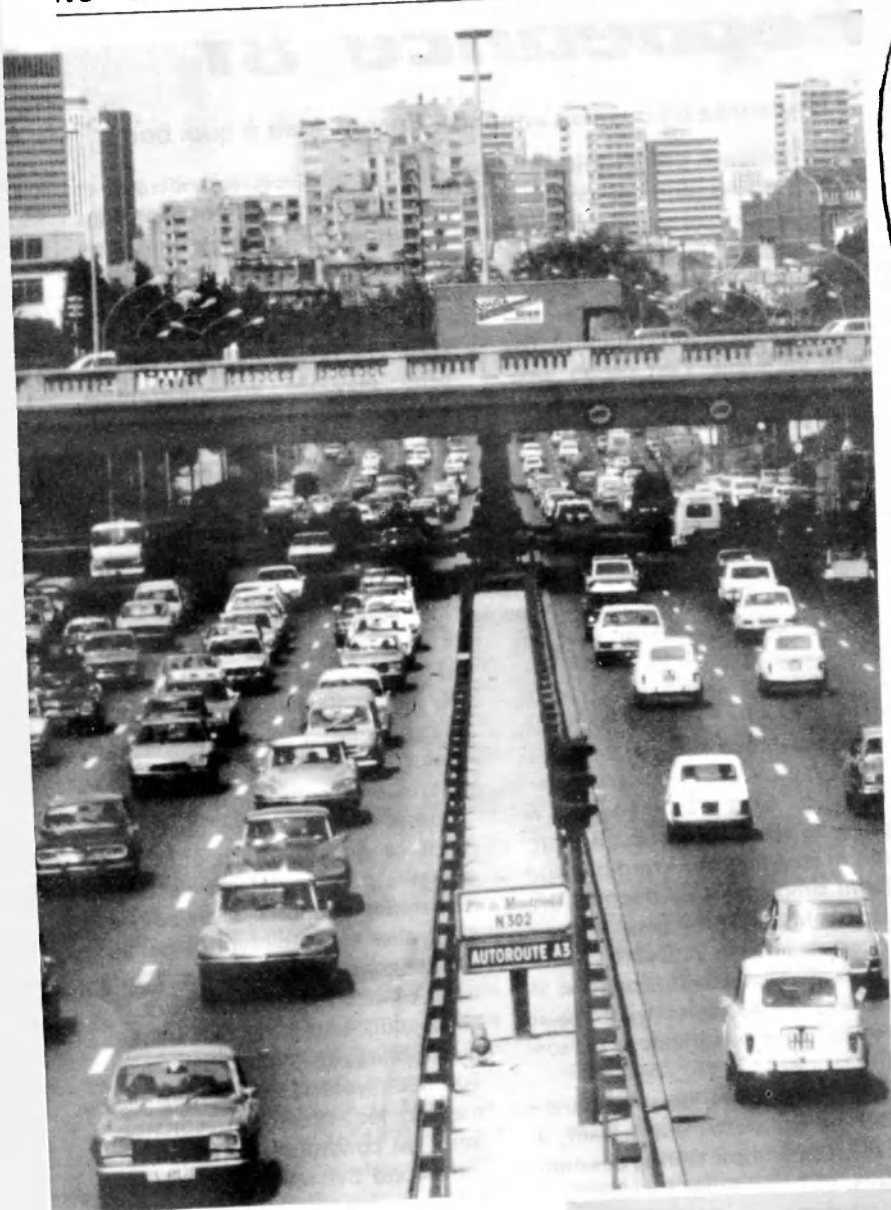
ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

NUMÉRO SPÉCIAL ÉTÉ 1980

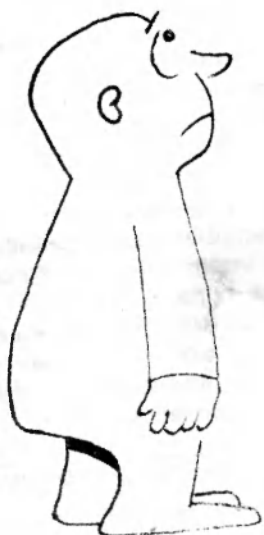
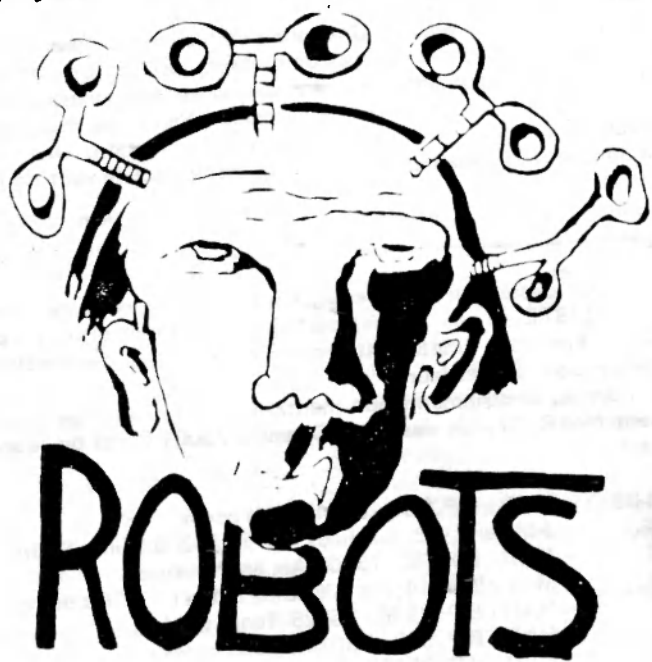
Directeur Politique : Bertrand RENOUVIN

10e année - N° 320 - 6 F



CONTRE

UNE SOCIÉTÉ DE



M2242-320-6F

ce que nous voulons dire

Nous prétendons que, dans la France d'aujourd'hui, les citoyens sont privés de libertés essentielles, que l'économie leur échappe et que, en conséquence, leur travail devient un esclavage, qu'une culture étrangère leur est imposée.

Des hommes ont, grâce à une stratégie élaborée de longue date, mis en place dans notre pays un régime étouffant. La dictature de l'argent s'est imposée chez nous, et avec elle, selon la logique de la Société Industrielle, l'impérialisme américain.

Affirmations de doctrinaires de la Révolution que tout cela, diriez-vous peut-être... si nous ne vous présentions pas dans les pages de ce numéro spécial le dossier étayant nos accusations.

Oui l'Etat a changé, l'économie a changé, de nouveaux clivages sont apparus dans notre société, et cela ne doit rien au hasard (page 3 à 5). Et si l'on doit s'apercevoir que la France des luttes s'essouffle (p.6), il faut bien trouver de nouvelles solutions, pour échapper au système inhumain qui se met en place.

Le moment est venu de rappeler nos solutions de la manière la plus synthétique possible. C'est ce que nous faisons dans les pages 7 à 9 de ce numéro. Nos abonnés et lecteurs habituels ne trouveront pas là de nouveautés saisissantes, mais un rappel des thèses que nous défendons dans ces colonnes depuis presque dix ans. Il s'agira donc d'un numéro de propagande que tous nos amis auront à cœur de diffuser le plus possible. Quant à ceux qui découvriraient notre mouvement et que nos idées générales séduiraient, nous seront heureux d'entamer le dialogue avec eux, de leur expliquer plus en détails le projet royaliste qui ne peut tenir dans ces quelques pages. Mais déjà, après avoir lu ce numéro spécial de Royaliste, ils s'étonneront moins de nous voir proposer pour la France de demain un régime monarchique. Une monarchie parce que le régime des partis a fait faillite et que même la constitution de la Ve République n'a pu remédier à tous les vices de ce régime. Une monarchie parce que seul un roi, indépendant des partis et des groupes de pression, peut se permettre de faire appel à toutes les compétences, sans exclusives politiques, pour sortir le pays d'une crise lorsque cela s'avère nécessaire. Parce que seul il ne sera pas soupçonné de volonté récupératrice pour une faction. Une monarchie parce qu'il faut régionaliser, et vite, pour éviter l'éclatement de la France

Voici, classés par départements, une liste de correspondants de ROYALISTE. Si vous désirez participer à notre effort de propagande, ou bien tout simplement prendre contact avec des royalistes de votre région, écrivez leur.

Pour les départements non mentionnés, écrire au siège du mouvement (NAR, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris) qui transmettra.

- | | |
|----------------|---|
| 04-06 | — NAR - B.P. 659 - 06012 Nice cedex. |
| 10 | — J-M Peres, 22, rue Jules Ferry - 10300 Sainte-Savine. |
| 13 | — NAR - B.P. 38 - 13100 Aix-en-Provence. |
| 19 | — M. Vialard, 14, rue Alfred de Musset - 19100 Brive. |
| 22 | — NAR - B.P. 2536 - 35025 Rennes cedex. |
| 27 | — NAR - B.P. 857 - 76010 Rouen cedex. |
| 29-35 | — NAR - B.P. 2536 - 35025 Rennes cedex. |
| 37 | — Laurent Goulard - Les Oiseaux, rue du Val-Violet - 37300 Joué-les-Tours |
| 38 | — C. Moyrenc - 13, rue Charles Péguy - 38100 Grenoble. |
| 42 | — Mme Gousseau - B.P. 134 - 42012 Saint-Etienne cedex. |
| 44-85 | — NAR - B.P. 203 - 44007 Nantes cedex. |
| 45 | — M. Lemaignan - 12, rue Eudoxe Marcille - 45000 Orléans. |
| 49 | — NAR - B.P. 353 - 49002 Angers cedex. |
| 51 | — NAR - 30 Bd Diancourt - 51100 Reims. |
| 56 | — Mlle de Prunelé - Trécesson, Campénéac - 56800 Plöermel |
| 59-62 | — Mme Charlet - 27, rue des Fossés - 59800 Lille. |
| 64 | — J-J Boisserolle - Hameau du Luy - cidec 03 A - Serres Castet - 64160 Morlaas. |
| 69 | — NAR - B.P. 44 - 69397 Lyon cedex 3. |
| 72 | — H. Brocherie - 60, av. Victor Hugo - 72000 Le Mans. |
| 75 | — NAR - 17, rue des Petits-Champs - 75001 Paris. |
| 76 | — NAR - B.P. 857 - 76010 Rouen cedex. |
| 78 | — NAR - B.P. 120 - 78003 Versailles cedex. |
| 83 | — NAR - B.P. 612 - 83053 Toulon cedex. |
| 91-92-93-94-95 | — NAR - 17, rue des Petits-Champs - 75001 Paris. |

qui entraînerait un asservissement immédiat de ses peuples, une monarchie parce que c'est le seul moyen aujourd'hui de faire la révolution qui est nécessaire, tout en restant dans la continuité de nos institutions actuelles.

Tout cela nous l'explicitons dans les lignes qui suivent. Que l'on songe déjà à l'exemple de l'Espagne de Juan Carlos pour commencer à se convaincre que nous ne sommes ni des rêveurs ni des doctrinaires, mais ce n'est qu'un modeste élément du dossier ...

F.A.

l'échéance 81

Une année électorale s'annonce. Encore. Mais à quoi bon ?

La situation est si confuse, et tant d'espoirs ont été déçus. Il y a grand risque de recommencer avec les mêmes et de connaître, pendant sept nouvelles années, la même morne répétition. Le charme giscardien - ou l'illusion qui avait été créée - s'est depuis longtemps dissipé dans la marée des chiffres catastrophiques : inflation, chômage, déficit du commerce extérieur, répression policière, inégalités sociales ... Si Giscard triomphait, l'an prochain, ce ne serait pas par ses propres mérites, mais par la faute d'une opposition divisée, sans vigueur ni imagination.

Car décidément, rien ne va plus dans la gauche : trop de querelles, trop d'ambitions personnelles, trop d'égoïsmes partisans. Marchais ne songe plus qu'à faire le plein de «ses» voix. Rocard pourrait n'être qu'un Giscard-bis, utilisant simplement un discours différent. Mitterrand ? Mais le cœur y est-il encore ? Debré ? Par sa rage impuissante, nourrie il est vrai de fortes convictions, il risque d'être la caricature de son propre idéal.

Il serait cruel de se moquer. Derrière ce spectacle affligeant, il y a les espérances trahies des militants, et l'amertume des électeurs. Giscardiens, gaullistes, socialistes, communistes, ils aspiraient, selon leurs traditions et leurs sensibilités, à autre chose que ce qui est : le «changement» avec Giscard, l'indépendance nationale avec Chirac, la justice sociale avec la gauche. Autant de soucis qui sont devenus des slogans, des mots vides de sens dans la bouche des experts en manipulation électorale.

Mais doit-on, faute de mieux, par habitude, lassitude ou dégoût, voter pour ceux qui n'ont cessé de se tromper ou de nous tromper ? Le choix n'est-il qu'entre ces hom-

mes d'argent, ces technocrates et ces **apparatchiks** qui forment, tous ensemble, une classe politique de plus en plus séparée du pays qu'elle entend administrer ?

Autre chose est possible. Autre chose que la dictature de l'argent masquée en «libéralisme avancé». Autre chose que le «socialisme» introuvable. Autre chose qu'un «gaullisme» devenu velléitaire.

Dans ce pays ébranlé par la «crise», sur cette terre saccagée par l'industrialisme, dans cette nation soumise à l'impérialisme américain, l'anesthésie n'est pas complète. L'exigence de justice et de liberté demeure, ainsi que la volonté d'imaginer une société différente. C'est ce que disent les habitants de Plogoff à qui l'on veut imposer une centrale nucléaire. C'est ce que disent les étudiants soulevés pour la défense de leurs camarades étrangers. C'est ce que disent les juristes révoltés par le projet «sécurité et liberté». C'est aussi ce qu'osent affirmer ceux et celles qui, lassés par les idéologies totalitaires, tentent de concevoir les révolutions qui transformeront les structures économiques, les conditions de travail, la répartition des revenus, la vie régionale et communale.

Si les royalistes entendent participer d'une manière ou d'une autre aux élections présidentielles, c'est pour manifester ce souci de justice et de liberté et leur volonté de participer à la transformation en profondeur de la société française. Il ne veulent monopoliser ni récupérer quoi que ce soit. Simplement ils disent que l'indépendance du pouvoir politique est la condition première des ruptures et des révolutions nécessaires. C'est ce qui donne force et cohérence à leur projet.

Bertrand RENOUVIN

comment l'état a changé

Née de la crise de la démocratie parlementaire en 1958, le régime de la Ve République a apporté, par la réforme constitutionnelle de 1962, des réponses qui semblaient définitives au mal français. Or cet héritage a été entièrement dénaturé en moins de dix ans.

Affirmation de l'exécutif, rôle du Président avec notamment la création de son «domaine réservé». Mise en place d'une haute administration, libérée des influences partisans, entièrement dévouée au service de l'Etat. Comment les pères fondateurs de la nouvelle République auraient-ils pu imaginer, il y a vingt ans, que l'arme était à double tranchant, qu'elle pouvait dès 1974 être l'instrument privilégié d'une idéologie : le libéralisme avancé ?

Dès son arrivée au pouvoir, Giscard affirmait qu'une «ère nouvelle» de la politique française allait commencer, et explicitait dans son livre programme «Démocratie française» la notion de «présidentialisme à la française». Après l'expérience des deux septennats précédents marqués par les personnalités écrasantes du Général de Gaulle et de Pompidou, ces déclarations pouvaient surprendre. La crise de 1976 (départ de Jacques Chirac et arrivée de Raymond Barre aux affaires) devaient éclairer beaucoup de choses.

LE CONTROLE TOTAL DE L'APPAREIL D'ETAT...

Pour mettre au point sa reconstruction de l'Administration, la Ve République a du effectuer dès 1958, deux opérations de renouvellement des cadres. D'une part, alors qu'elle connaissait un blocus politique de la part des anciens partis, introduire des hommes neufs, des techniciens ayant pour certains une bonne connaissance du secteur privé (l'archétype étant Pompidou). Parallèlement à ces hommes d'expérience, la pépinière de l'ENA constituerait

tuaient l'opération chirurgicale qui coupait les techniciens des partis. Ainsi nombre de cadres (et l'effet devenait dominant après la défaite politique de la gauche en 1978), en toute bonne conscience, se ralliaient, non à une formation politique mais au système idéologique du libéralisme avancé.

...AU SERVICE DE L'IDEOLOGIE LIBERALE

Cette crise a pu faire apparaître les nouveaux mécanismes du pouvoir. La République gaullienne, contrairement à ce qu'on a pu penser, laissait une large part d'autonomie à l'appareil d'Etat, la compétence technique n'étant à la limite pas du ressort du politique. Elle a connu d'ailleurs, en Mai 68,



la relève. D'autre part dès que les anciennes formations acceptèrent le statu-quo, assurer le Ralliement (en un sens analogue à celui de 1880) des meilleurs esprits de l'opposition, à la recherche d'une expérience d'Etat. Ainsi de nombreux cadres actuels du P.S. ont eu de hauts postes dans l'administration, ou sont des énarques.

Mêmes les économistes du P.C. formèrent pendant longtemps un bastion au Commissariat au Plan. Ces deux opérations eurent le résultat politique escompté : faire admettre les orientations du nouveau régime. Dès le début des années 70, certains cadres, tel Giscard d'Estaing, ministre des Finances, avaient compris l'utilisation qu'on pouvait faire des réflexes de ces nouvelles classes politiques. En en appelant à l'efficacité technique contre le discours politique, en déclarant prédominant le jeu des mécanismes économiques, ils effec-

tuèrent l'opération chirurgicale qui coupait les techniciens des partis. Ainsi nombre de cadres (et l'effet devenait dominant après la défaite politique de la gauche en 1978), en toute bonne conscience, se ralliaient, non à une formation politique mais au système idéologique du libéralisme avancé.

à l'intérieur de son administration d'importantes formes de contestation. Totalement différent est l'Etat giscardien, l'action politique n'y étant conçue que comme l'avancement vers un modèle d'équilibre économique dont le maître d'œuvre est le Président, et le gouvernement la courroie de transmission. Ainsi s'explique la liquidation de la planification. Ainsi le très technique ministère de l'Equipement et des Transports a-t-il à sa tête messieurs d'Ornano et Le Theule, techniquement incompétents au contraire des spécialistes qui les ont précédés à ces postes, mais éléments de liaison utiles de la politique présidentielle (le renoncement à la construction au profit de la réhabilitation urbaine, l'entrée en force du secteur privé dans les transports et l'aménagement sont des marques sensibles de libéralisme). De même la fusion du poste de Premier ministre et celui de ministre des Finan-

ces démontre que le rôle de l'Exécutif est limité à l'équilibre budgétaire. L'Economie et l'Industrie tenues par deux hommes venus du secteur privé, Monory et Giraud, sont les instruments de la restructuration industrielle libérale. Que dire des modèles ségégationnistes de Justice et de Sécurité Sociale préparés par la Chancellerie et le ministère de la Santé ? De même les orientations idéologiques des documents du 8ème Plan : ils sont bien dans l'esprit du système. (1)

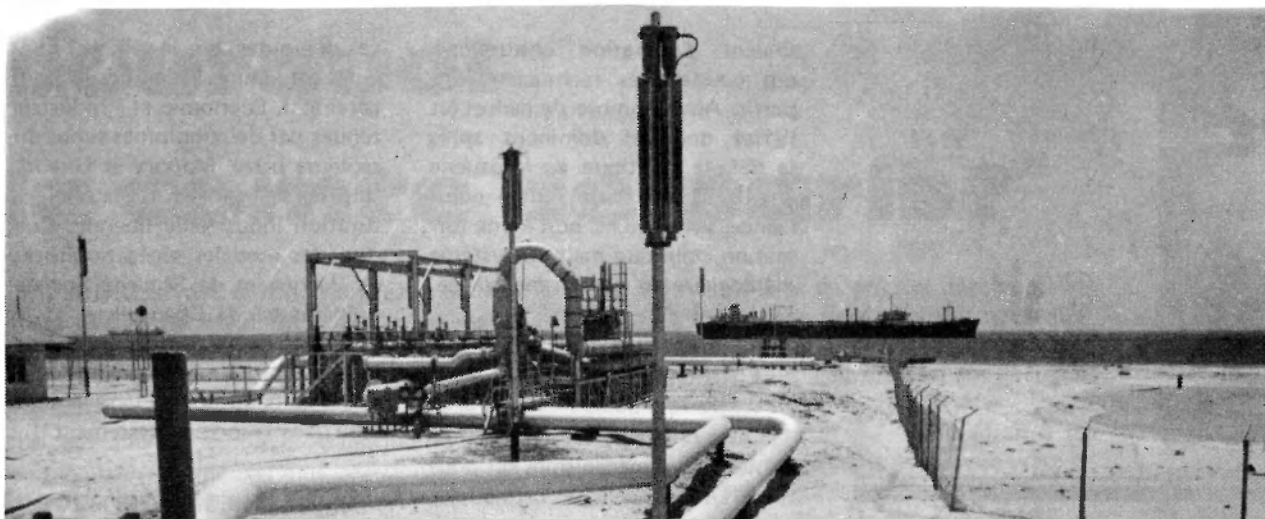
L'ANESTHESIE POLITIQUE

Les médias, les partis et les syndicats, même à la remorque du mouvement ont joué un rôle en Mai 68 et dans la chute de de Gaulle. Leur inefficacité ou leurs silences actuels ne sont-ils pas aussi le résultat de la transformation de l'Etat ? Télévision et Radio ont sans doute connu le même sort que les autres administrations. La technocratie y étant aussi forte qu'ailleurs et aussi tenté de gérer l'instrument efficacement, ces médias n'en sont que plus mûrs pour un silence qui va jusqu'à la complicité. Quant aux partis politiques d'opposition ils ne représentent plus, surtout depuis l'échec de 78, un recours crédible, car ils manquent de prise sur l'Etat et les événements. Si le PS compte dans ses rangs nombre de hauts fonctionnaires, nécessaires dans une période d'autonomie administrative parce qu'ils peuvent bloquer le système et revendiquer une part d'expérience du Pouvoir, de quelle utilité peuvent-ils lui être, alors que toute décision et toutes expériences ne sont plus assurées que par le seul Président. Ainsi la réalité étatique semble glisser entre les mains des socialistes. Le PC, quant à lui, s'est fait une raison et paraît attendre dans son ghetto une hypothétique crise du système pour saisir l'occasion. Le RPR, placé maintenant hors du Pouvoir, montre toute sa faiblesse et réduit son rôle à quelques coups de gueule dans un jeu parlementaire qui n'a plus aucune influence.

Loin de ces vieux appareils, c'est donc bien de nouvelles formes de contestation politique qu'il faut imposer si l'on ne désire pas que tout recommence pour sept ans.

O. MOULIN

(1) Voir Royaliste 319, page 4 et éditorial.



l'alibi du pétrole ...

l'économie redéployée

L'alibi commode de la « crise pétrolière » n'est-il pas en réalité le masque derrière lequel se dissimule la volonté de soumettre notre pays aux lois d'airain du capitalisme financier international ?

Comme le montre très bien Jean-Pierre Lebel dans l'article ci-contre l'élection de Valéry Giscard d'Estaing en 1974 marque l'arrivée au pouvoir d'un clan politique, expression du capitalisme financier et non plus des milieux industriels, issu de la haute bourgeoisie de l'argent et de l'aristocratie affairiste. Ces données sociologiques sont importantes pour comprendre la politique économique voulue par des hommes qui raisonnent en financiers. François Morin peut écrire (1) : « ... les élections de mai 1974 consacrent ainsi, et pour la première fois en France, l'hégémonie politique, au sein du bloc du pouvoir, du capitalisme bancaire dans sa faction traditionnelle, technocratique et libérale ».

De fait, dès 1968, dans un colloque sur la croissance, le futur Président déclarait « *Tout notre drame ne vient-il pas de ce que les exigences de la justice croissent plus vite que les résultats du progrès économique* ». Et de prôner une croissance « sobre » ; un manière élégante de remettre les gâteaux à leur place. Le libéralisme de Monsieur Giscard était avancé.

LA CRISE DU PETROLE-ALIBI

Ce qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler la « Crise du Pétrole » va fournir au clan en place un alibi en or (noir) pour faire passer ses idées d'austérité. Il convient à ce propos de rappeler quelques vérités (2) :

— En 1973, le prix du pétrole n'avait pas augmenté depuis des lustres du fait de la domination des grandes compagnies pétrolières sur le marché.

— A la fin de 1973, c'est l'Iran du Shah (ami des Américains) qui a donné le signal de la hausse : cela permettait aux Etats-Unis de rendre rentables leurs propres ressources énergétiques.

— Cette hausse a été absorbée, entre 1974 et 1978, par l'accroissement du prix des produits fabriqués dans les pays développés d'une part, et la baisse du dollar d'autre part.

Même si elles posent aujourd'hui des problèmes au niveau de la balance des paiements, les hausses pétrolières ne sauraient être responsables de l'inflation et du chômage. Pour notre pays, on situe à 3% environ la hausse des prix relative au renchérissement du pétrole, sur une inflation totale dépassant largement 10% l'an.

Rien ne sert donc de fermer le robinet de l'immigration pour « lutter » contre le chômage et d'accuser les Emirs (« gardez vos arabes, mais donnez nous votre pétrole »). En matière d'inflation, mieux vaut regarder du côté des désordres monétaires internationaux, lesquels profitent toujours largement aux Etats-Unis. Faut-il rappeler que le dollar demeure, contre toute logique, le moyen de paiement international (alors même qu'il n'est plus convertible en or depuis la décision unilatérale du Président Nixon en 1971) ?

Les U.S.A. n'ont eu, pendant longtemps, qu'à faire fonctionner la planche à billets pour étendre leur emprise économique par multinationales interposées. Mais peut-on pour autant parler de Crise, alors que l'Allemagne ou le Japon ne connaissent, pour l'heure, pas les difficultés que nous vaut la politique du « meilleur économiste de France ».

LA RESTRUCTURATION ET LA MONDIALISATION DE L'ECONOMIE

Plus qu'une question économique, la mise en place d'un système monétaire international à la fois plus juste et plus efficace est une question de volonté politique. De ce point de vue, si la France n'est pas seule en cause, la diplomatie giscardienne est inexistante.

En se plaçant sur le terrain de l'adversaire, on parle de « restructuration » et de « mondialisation » de l'économie. Ces doux euphémismes cachent une froide détermination : il s'agit de soumettre sans restrictions notre pays à la division internationale du travail, de l'insérer dans un système dominé par l'impérialisme américain dont la seule loi est celle du plus fort, c'est à dire celle des multinationales.

Ces dernières, par leur nature même, ont besoin de la libre circulation des capitaux pour fabriquer leurs produits dans les pays sous-développés, là où la main d'œuvre est « docile » et bon marché. Le coût de cette « logique » folle est hélas, aujourd'hui, bien connu. Coût économique avec le pillage des ressources des nations

trop faibles pour imposer leur volonté. Coût humain avec cette forme moderne de l'esclavage, et le choc destructeur des « cultures ».

C'est pourtant ce libéralisme pur et dur qui est mis en œuvre sous la direction de l'actuel Président. Alors que des pays comme le Japon où les U.S.A. ne se gênent pas pour pratiquer toutes les formes de protectionnisme, c'est par pans entiers que les secteurs-clefs de notre économie sont condamnés. Au nom d'une « rentabilité » basée sur les critères que nous avons vus, on laisse périr les « canards-boiteux » ; et qu'importe l'emploi ! Souvenons-nous (3) du « largage » de C II ou de la sidérurgie. En outre, une telle analyse conduit à couper le pays en deux (4) : d'une part, quelques secteurs compétitifs dans l'espace mondial, d'autre part des industries condamnées à s'adapter plus ou moins bien, avant de mourir à longue échéance.

Il ne s'agit pas de faire ici l'éloge du protectionnisme-rétro, style IIIe République, et de défendre un isolement illusoire. Mais il est des cas où un Etat digne de ce nom se doit d'intervenir, soit pour ménager les mutations nécessaires (au besoin en plaçant l'épée dans les reins d'un patronat sclérosé) soit pour préserver l'essentiel, c'est-à-dire ce qui met en cause l'indépendance nationale. Celle-ci n'est pas quantifiable ; elle n'a pas de prix, si ce n'est celui que l'on paie lorsqu'on l'a perdue.

Il faut à la tête de l'Etat un homme qui, tout en sachant tenir compte des réalités économiques, soit avant tout un politique (au sens noble du terme) ; et non un technocrate qui fait carrière en gérant la « Société France » comme on dirigerait n'importe quelle entreprise.

Nous nous en souviendrons en 1981.

Alain SOLARI

(1) François Morin - *La structure financière du capitalisme français* - Ed Calman-Lévy. Prix franco 55 F.

(2) Voir le livre de Philippe de Saint Robert - *Dieu que la crise est jolie* - Ed Ramsey. Prix franco 43 F.

(3) La récente prise de contrôle de CII par Saint-Gobain-Pont-à-Mousson (Le Monde du 18/6/80) ne semble être qu'une diversification de SGPM qui laisse pour longtemps encore, dans la meilleure des hypothèses, l'informatique largement dépendante des Etats-Unis quant à la conception.

(4) Voir Royaliste numéro 319 « Le meilleur des mondes », prix franco 4,50 F.

Lorsque la Nouvelle Action Royaliste s'est fondée, en 1971, le « pompidolisme » était en plein essor et nous n'avions pas ménagé à l'époque nos critiques, souvent virulentes, contre la société de consommation et ses conséquences. Cette société misait tout sur la croissance illimitée de la quantité de biens, considérée à la fois comme le moyen et la fin de toute l'activité humaine. Société aussi de la démesure, société fascinante mais déshumanisée, dont Mai 1968 avait, à sa manière, posé la question fondamentale de sa finalité.

Georges Pompidou souhaitait la société de consommation. A travers un projet industriel cohérent, basé sur une croissance soutenue, il désirait faire partager le bien-être matériel au plus grand nombre possible de Français. L'Etat eut alors tendance à devenir le serviteur de groupes industriels que l'on souhaitait puissants pour permettre à la France de tenir son rang dans la compétition internationale. Parallèlement la « République immobilière » commet quelques scandales : c'était l'époque où M. Poniatowski pouvait s'offrir le luxe de dénoncer la « République des copains et des coquins ». Quelques ambitieux montaient effectivement à l'assaut de la fortune dans les allées du pouvoir.

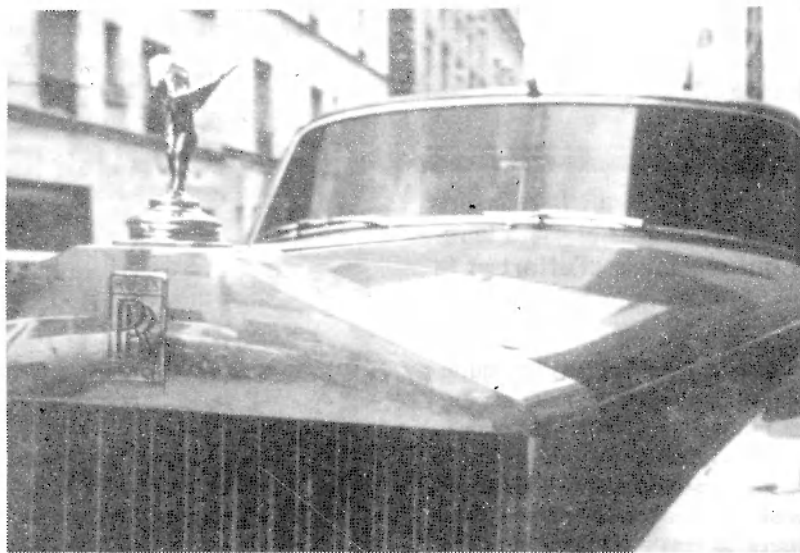
DU CAPITALISME INDUSTRIEL AU CAPITALISME FINANCIER

Le clan des politiciens giscardiens, quant à lui, avait déjà fortune faite. Mais cette fortune était financière et non industrielle. M. d'Ornano avait vendu son entreprise de parfums, Mme Bettencourt l'Oréal, M. Griotteray Tornado... sans parler de la famille Giscard elle-même, très liée au Groupe Suez. Les privilégiés de la fortune ne travaillent pas; ils font travailler leur argent. Cette nouvelle caste financière arrivée au pouvoir se caractérise à la fois par son mépris de l'industrie et du salariat et par son absence totale de sens national.

Tirant ses revenus de spéculations financières et uniquement soucieuse de la rentabilité du capital investi, peu lui importe au fond le développement industriel et la création de biens de consommation. De même cette caste est indifférente au destin de la nation puisque la circulation de l'argent ne connaît pas de frontières et que

une société inégalitaire

Sept ans d'exercice du pouvoir par le clan giscardien ont eu des conséquences profondes sur l'évolution de la société française. De nouveaux clivages se dessinent et la logique de l'argent est en train de couper la France en deux parties qui seront de plus en plus étrangères l'une à l'autre.



« un étalage indécent de luxe »

le capital peut s'accumuler en n'importe quel lieu.

Cette accession au pouvoir du capitalisme financier a entraîné une profonde mutation de la société française. Dans un excellent livre (1) Bertrand Bellon pouvait écrire : « *Le capitalisme financier en perpétuelle mutation est le premier acteur des bouleversements économiques et sociaux mondiaux actuels. Les formes et les stratégies qu'il développe modèlent, plus que jamais dans l'histoire, le devenir des sociétés. Jamais aucun pouvoir étatique, aucune armée, aucune religion n'est parvenue à ce point à influencer sur la vie matérielle et la conscience des individus.* ».

Quelques exemples illustreront facilement ces mutations.

L'enseignement tout d'abord : au niveau du primaire et même des C.E.S. la réforme Haby a instauré une démagogie effrénée. Mais c'est pour mieux sélectionner et de façon de plus en plus impitoyable dans le second cycle. En fait on assiste au phénomène suivant : une école-garderie d'où quelques filières nobles permettent de

s'échapper afin d'accéder aux établissements où se forme la nouvelle caste dirigeante (grandes écoles commerciales, Instituts d'études politiques, E.N.A.), alors que la grande masse des élèves est orientée vers les lycées puis l'Université classique. Cette dernière voie conduisant à l'impasse des métiers sans avenir ou au chômage. Il y a en fait maintenant deux types d'enseignements, qui dispensent deux cultures différentes, mais seulement une filière qui offre l'accès aux hautes responsabilités à ceux qui peuvent faire des études coûteuses et qui ont reçu dans leur milieu familial la culture nécessaire pour réussir les concours d'entrée aux grandes écoles.

Autre exemple le logement. Le gouvernement Barre a libéré les prix et les loyers. Il fait un effort de plus en plus faible en matière de construction de logement et n'aide pas le logement social (dix sept logements aidés dans la Marne en 1979 !). Il encourage l'habitat pavillonnaire plus coûteux et laisse se développer la spéculation urbaine. A Paris d'abord. Car Giscard a eu beau décapiter quelques tours, le cancer

métropolitain subsiste. Un ménage de deux enfants qui veut accéder à la propriété à Paris-ville doit disposer d'au moins 15 000 F de revenus mensuels. Et dans certaines banlieues aussi : essayez donc de louer un quatre pièces (rien de trop pour la famille de trois enfants dont V.G.E. se fait le chantre tardif) pour moins de 2500 F par mois dans certaines zones réputées résidentielles. Ajoutons que le dérapage vers le haut gagne la province. Les prix des logements deviennent prohibitifs aussi à Lyon, Bordeaux, Rouen ... ou même Annonay où pourtant le phénomène de sur-urbanisation ne joue pas.

Ainsi la société libérale avancée centrifuge ses exclus : vieilles gens chassés du cœur des villes par la rénovation urbaine, immigrés, jeunes de plus en plus nombreux atteints par le chômage, etc.

La récente publication du rapport préparatoire à l'élaboration du 8^{ème} plan, vient illustrer d'une manière frappante cette volonté du pouvoir d'instaurer ces nouveaux clivages (2), de diviser la société française en deux secteurs, l'un regroupant les éléments des industries de pointe, « élite » de la société nouvelle, aux hauts salaires et à la protection sociale accrue; l'autre qui accueillerait les laissés pour compte du progrès, au mode de vie plus convivial, dont les prestations sociales seraient diminuées et dont la « dureté de leur vie sera le prix de leur liberté et de la qualité de vie qu'ils auront choisie ». On ne saurait être plus clair ... et plus cynique.

Et pourtant tout ceci ne suscite pour l'instant aucune révolte d'ensemble. La menace - illusoire mais réellement ressentie - de guerre mondiale, l'idée que l'on est en période de « vaches maigres » et que l'on ne peut changer de cheval au milieu du gué, l'inexistence de l'opposition, assure de beaux jours à l'Etat giscardien. Qu'il prenne garde cependant à ne pas cultiver l'inégalitarisme et l'étalage insolent des privilèges d'une caste. On ne porte pas indéfiniment atteinte de façon aussi flagrante à la justice sociale sans que tôt ou tard un violent choc en retour ne se produise.

Jean-Pierre LEBEL

(1) Bertrand Bellon - *Le pouvoir financier et l'industrie en France* - Ed. du Seuil. Prix franco 73 F.

(2) Voir l'analyse qui en a été faite dans *Royaliste* 319, disponible au prix de 4,5 F franco.



dans le nord sidérurgique : « la nouvelle résistance » ...

sous giscard : les nouvelles luttes ...

Où en est la France des luttes ? Giscard aimerait faire croire que les Français ont consenti aux « sacrifices nécessaires » à la remise en ordre de l'économie. Celui qui réclamait « l'effort et la sagesse » aurait-il été entendu ? Nous sommes-nous habitués à la crise ?

Si on traçait aujourd'hui une carte des luttes, si on additionnait leur durée respective réelle, et non celle murmurée à l'oreille des citoyens par les médias officiels, on s'apercevrait que sous Giscard, la France ne ressemble en rien à la société consensuelle, équilibrée et décripée des rêves présidentiels.

L'IMPASSE ECOLOGISTE ?

Ecologie, régionalisme, qualité de la vie : ne faut-il voir dans ces revendications qu'une suite logique aux aspirations apparues en Mai 68 ? Edgar Morin, il y a quelques années, expliquait ici même (1) que les nouvelles luttes des années 70 se caractériseraient par deux grands refus : d'une part le rejet de la politique abstraite et d'autre part l'abandon de « l'ancien questionnement révolutionnaire qui croyait tout résoudre par la prise du pouvoir d'Etat qu'effectuerait le parti-porte-parole monopoliste du prolétariat ». A cette pratique, l'écologie en particulier, substituerait « un multiquestionnement radicalisé de l'ordre et de l'organisation de la société ».

L'émergence de l'écologie est en effet un trait saillant de ces dernières années, balayant le gauchisme traditionnel sur son propre terrain. Aussi bien au niveau électoral qu'au niveau des démonstrations de force - comme Creys-Malville, la Hague ou Plogoff - le courant écologiste a réussi à sortir de

la marginalité. Non sans ambiguïté d'ailleurs et non sans avoir exploité les vieilles terreurs de l'apocalypse nucléaire. Car, de diffuses, profondes et diversifiées, les luttes écologistes se sont peu à peu polarisées sur cette dernière question du nucléaire comme le révèlent les récents débats autour de la candidature verte aux présidentielles de 81.

Il faut voir là non pas simplement un essoufflement ou une réduction de l'optique écologique mais bien un choix stratégique. La lutte anti-nucléaire apparaît comme un pôle où peuvent se retrouver non seulement les détracteurs de la société technicienne mais aussi l'ensemble des populations concernées directement par l'installation d'une centrale. Les dangers de flicage de la société, de centralisation, de risques immédiats sont ressentis concrètement par celles-ci, comme le montre l'exemple de Plogoff ou du Pellerin. Les écologistes sont parvenus à sensibiliser les populations rurales dans des luttes locales : là où les maoïstes avaient précisément échoué.

Toutefois les capacités de récupération du système giscardien ne sont pas négligeables : thème de « la croissance douce », par exemple. Il est facile pour le Pouvoir, dans le flou artistique qui accompagne l'exposé de ses choix énergétiques, d'introduire quelques couplets sur la qualité de la vie ou la nécessaire convivialité

qui devrait s'instaurer dans les rapports sociaux.

Un autre point faible de ces nouvelles luttes, c'est -et contrai-



sensibiliser les populations

rement à ce que pense Edgar Morin - l'absence de radicalisation des revendications, l'absence d'un projet global. Surtout, les « verts » se désintéressent de la question de l'Etat et n'ont pas analysé sa nature propre et les forces sociales qui conditionnent sa pérennité. De même pour le rôle de l'argent, la puissance des multinationales, l'impérialisme culturel, autant de thèmes qui faisaient partie de l'héritage de Mai 68, aujourd'hui négligés.

Impasse ? Peut-être. Surtout si l'on considère que les classes (cadres, petite et moyenne bourgeoisie) votant écologiste sont en même temps celles qui s'acclimatent le mieux dans la société giscardienne. L'espoir, c'est que la revendication écologique s'intègre plus étroitement encore dans les luttes régionales concrètes. Plogoff est en ce sens exemplaire.

TRAVAILLER AU PAYS

Le septennat de Giscard n'a en effet rien apporté aux régions en crise. En Corse ou en Bretagne où les attentats se sont multipliés, la

situation économique reste dramatique : régions assistées, sous-équipement, répression féroce contre les autonomistes. La France jacobine n'a pas renoncé à la centralisation comme le montre l'opération anti-FLB conduite par Ponia-towski en 74 et plus récemment les lourdes peines infligées dans les procès de la Cour de Sécurité de l'Etat. Partout la logique du libéralisme est à l'œuvre : ici on sacrifie les vignerons du Languedoc aux nuées européennes ; là ce sont les agriculteurs qui se révoltent contre le projet d'élargissement de la communauté qui les menace directement. En Corse, le gouvernement poursuit un plan de rationalisation de la côte qui tendrait à réduire tout le littoral méditerranéen à une simple région balnéaire, morte pendant les périodes creuses. « Les touristes passent, mais le pays crève ! » déclarait un des responsables de l'ARC.

On sait, en Corse comme en Bretagne, que la voie du terrorisme - même quand il peut frapper au cœur de Paris - ne conduit nulle part. Il affermit au contraire le pouvoir central, voire l'encourage à renforcer les dispositifs policiers. Mais si les populations locales désapprouvent les actions terroristes, elles n'en perdent pas pour autant leur attachement à leurs « petites patries » et voudraient voir simplement reconnaître leur différence.

Le même sentiment a animé les sidérurgistes du Nord ou de Lorraine quand ils ont montré leur détermination à ne pas voir disparaître leur outil de travail. La politique de liquidation des « canards boiteux » et de restructuration de l'économie au profit des trusts allemands ou américains a fait naître, des Vosges du textile jusqu'aux chantiers navals de Marseille ou du Nord en passant par Longwy, une « nouvelle résistance » qui a parfois débordé les appareils syndicaux. Les luttes régionales ont connu là un second souffle. Non plus restreintes à la revendication culturelle, elles débouchent désormais sur une volonté affirmée de « vivre et travailler au pays ».

Oui, il existe bien une « autre France ». Pas celle que Giscard tente - en vain - de regarder au fond des yeux. Mais bien celle plus féconde, des luttes et du soulèvement de la vie.

François MOULIN

(1) Royaliste numéro 270, disponible au prix de 4 F franco.

refaire des citoyens

« Ici on s'honore du titre de citoyen », affichait-on sur les murs des Clubs pendant la Révolution. Près de deux siècles ont passé. Et si ce titre reste toujours un des plus beaux qui soient, on peut s'interroger sur ce qu'il représente encore pour beaucoup de Français. L'exercice de la citoyenneté peut-il se comprendre sans une approche différente de la politique, du rôle de l'Etat, sans imaginer des rapports entre l'Etat et le citoyen qui soient autres que ceux que nous subissons actuellement ?

Quoi de plus dangereux, en effet, pour l'instauration d'une véritable démocratie que le désintérêt de la population pour les affaires publiques ?

LA DÉMOCRATIE RÉELLE

Nous avons vu que les signes ne sont point encourageants en ce domaine, et que les jeunes, particulièrement, accordent de moins en moins d'importance aux scrutins, déclarant dans leurs réponses que « tout est décidé à l'avance ». Comment pourrait-il en être autrement puisque le pouvoir est confisqué aux citoyens par les politiciens professionnels ? Ainsi Jacques Julliard (1) a-t-il pu mettre en évidence l'existence d'une véritable « classe politique » dominante, constituée aussi bien par le personnel politique de la droite que par celui de l'opposition.

Comment dans ces conditions « refaire » des citoyens responsables ? Le comte de Paris, qui a longuement analysé ce « mal français », aboutissait en 1954 à la né-

cessité d'une « révolution des structures, fondée sur une mutation brusque de l'esprit public ».

(2) Les moyens de rendre les Français responsables de leur sort, il les avait exposés dans son « esquisse de constitution démocratique et monarchique ». (3) L'idée du Prince consiste à rompre cette logique mortelle qui confine les citoyens dans un rôle de spectateur, le principe est lancé d'une nouvelle forme de représentation qui créerait un processus irréversible de rénovation des élites politiques et par là même de l'ensemble du tissu social.

Avec le même souci d'établir de nouveaux relais entre le Peuple et le Pouvoir, comment ne pas souscrire aux principes tendant à réduire les mandats et introduisant la possibilité de consultations plus nombreuses, régionalisées sur des questions concrètes (l'implantation d'une centrale nucléaire, l'aménagement du territoire par exemple). Mais cette nouvelle politique qui touche à l'aspect institutionnel, sera-t-elle suffisante pour insuffler dans tout

le corps social une volonté participative ? Les réformes, les révolutions même doivent-elles s'accomplir seulement du sommet vers la base ? On connaît les risques d'une telle pratique, l'ambiguïté d'une conception trop jacobine de la décentralisation. Aberrante serait une mutation où l'Etat pourrait intervenir pour en changer le cours arguant de ce qu'elle remet en cause à un moment son propre pouvoir de décision !

Dans cette perspective, il faudrait repenser le rôle des préfets. Rôle équivoque puisqu'ils sont à la fois agents de l'Etat central et exécuteurs en dernier ressort en matière régionale. Cette contradiction révèle la carence du système actuel à décentraliser. Partisan et non arbitre, l'Etat ne peut admettre le moindre débordement de la part des collectivités locales. Les citoyens dans ces conditions resteront toujours d'éternels assistés.

LA RÉVOLUTION RÉGIONALE

L'alternative existe. Le peuple français peut redevenir un peuple de citoyens. Pour cela il faut qu'il reprenne ses pouvoirs : dans la commune, dans la région, dans l'entreprise aussi.

La première des révolutions dans ce domaine consiste dans la redéfinition des attributions budgétaires. L'indépendance financière des municipalités est en effet la condition nécessaire à leur autonomie. Mais à quoi bon donner des moyens à des collectivités locales si elles demeurent comme aujourd'hui dans un état de sous-développement industriel ? Une politique volontariste d'industrialisation en milieu rural, par petites unités à taille humaine, rapprochant l'homme de son travail, pourrait constituer un premier pas vers un équilibre entre la mégapole et ce qu'il faut bien appeler aujourd'hui le désert français.

Quel cadre alors pour que cette volonté puisse s'affirmer ? La région ? Malgré bien des griefs, le cadre régional reste le plus adapté, par sa taille relativement importante mais humaine, il forme une véritable communauté. Le citoyen connaît sa région, elle fait partie de son quotidien. S'il ne faut toutefois pas systématiser l'entité régionale, et tenir compte des nouveaux pôles économiques, démographiques et culturels, pratiquer un équilibre avec les zones défavorisées, on ne peut nier qu'elle demeure le cadre privilégié d'une politique de décentralisation. Quant

aux collectivités de base on pourrait en affinant, arriver à la notion souple de « pays », plus en accord avec les réalités locales que le département, structure souvent arbitrairement établie.

Ce qui importe c'est la souplesse, l'absence de volonté uniformisatrice. Ainsi l'Espagne qui s'est dotée il y a deux ans d'une constitution, fait une large place aux « nationalités » disposant de pouvoirs réels. Et ceci avec une grande souplesse, « car le droit est reconnu tout d'abord aux communautés (...) de s'arroger par leur statuts toutes les compétences ne figurant sur aucune des deux listes (compétence du pouvoir central, compétence du pouvoir régional) et d'élargir leurs compétences. » Comme l'explique Guy Carcassonne (4) : « les 22 points d'autonomie des régions revêtent une importance administrative indiscutable et certains sont même essentiels : ainsi l'organisation des institutions d'autogouvernement, de l'enseignement de la langue nationale, de l'aménagement du territoire, de la santé... » Les « communautés autonomes » - le terme est inscrit dans les textes - disposent en outre d'un parlement élu au suffrage universel : point sur lequel le législateur français et la classe politique butent depuis des décennies et que la jeune monarchie espagnole a mis en place en quelques mois.

Certes, il n'y a pas de modèle qui tienne, pas de système parfait qu'on puisse importer sans modification. Les données historiques et culturelles diffèrent de la France à l'Espagne. Mais la révolution tranquille accomplie en 1978 par la monarchie espagnole avec un large consensus populaire a montré que l'idée de décentralisation n'est pas une utopie, mais qu'elle nécessite un pouvoir arbitral et une volonté politique.

Il devient donc vital de combattre pour que s'instaure cet Etat minimum qui permettra à la France de devenir ce pays hérissé de libertés que souhaitait Bernanos. La reconquête des libertés, l'affirmation du citoyen passent par là.

F.M.



rendre la parole aux citoyens

(1) Jacques Julliard - *Contre la politique professionnelle* - Ed. du Seuil. Prix franco 41 F.

(2) *Bulletin politique de Mgr le Comte de Paris*, juin 1954.

(3) *Esquisse d'une constitution démocratique et Monarchique* (1948) in *Raison garder*; prix 55 F franco.

(4) in revue *Pouvoir* numéro 8 : « L'Espagne démocratique », 1979.

pour le rayonnement de la France

La guerre du Proche Orient en 1973, les ruines du Liban, celles du Cambodge, l'invasion de l'Afghanistan. Autant d'images d'horreurs qui nous rappellent que les deux grands continuent le partage du monde, expérimentent ça et là leurs armes nouvelles, testent les réactions de l'adversaire. Si dans ce jeu de massacre, notre pays a pu et peut encore faire entendre une voix de raison et parfois de résistance, c'est grâce aux deux instruments militaire et diplomatique que sont la dissuasion et le non alignement.

A l'heure du parlement européen et du mondialisme, la nation et son indépendance ne sont-elles pas des notions dépassées ? C'est ce que l'on a pu lire entre les lignes de certains discours de politiciens lors de la campagne européenne de juin 1979. Et pourtant qu'en est-il un an plus tard ? Pas un journal, pas un homme politique, qui ne nie que la voix de l'Europe est faible, inodore et sans saveur, ballottée au gré des événements. A fortiori celle de l'ONU qui, depuis 35 ans, n'a jamais joué son rôle d'instance de description internationale, ni pendant la guerre froide ni dans la crise du Proche Orient, avalisant les accords faits dans son dos par les puissances. C'est dire l'importance pour la paix du monde, d'entités fortes et capables d'actions concrètes comme peut l'être, avec d'autres, la France.

LES NATIONS PARLENT AUX NATIONS ...

Depuis la fin de la décolonisation, des pays nouveaux, dans le tiers monde ont fait l'apprentissage des difficultés économiques et des guerres de libération nationale. Peuvent-ils trouver des appuis politiques auprès des grandes assemblées internationales, aux résolutions nègre-blanc. Si la venue à l'ONU de Yasser Arafat a concrétisé l'action d'une diplomatie palestinienne, traduit en quelque sorte un rapport de force, elle n'a rien résolu au problème du Proche Orient. Lors du voyage de de Gaulle au Cambodge, de Giscard dans les Emirats, l'attitude française compte infiniment plus que les résolutions de l'ONU sur la

crise vietnamienne ou de l'Assemblée européenne sur la question des territoires occupés.

Représenter quelque chose sur l'échiquier international, être crédible, c'est le premier problème qui se pose à un pays comme le nôtre. Il semble l'avoir en partie résolu puisque la possession de l'arme nucléaire et la doctrine de la dissuasion nous mettent sur un pied d'égalité avec nos grands partenaires. Mais comme le démontre depuis quelques mois le débat politique sur la Défense, la modernisation de l'arsenal des superpuissances (missiles SS20, 21 et 22 soviétiques, missiles de croisière américain), l'incertitude pesant sur la réalité du parapluie américain en Europe et la volonté de Washington, en cas de conflit, de faire du vieux continent un théâtre d'opérations classiques garantissant ses intérêts vitaux, tous ces faits nouveaux exigent que la dissuasion ne soit pas seulement maintenue, mais adaptée et affinée. L'adaptation de notre défense, c'est d'abord la rupture avec les perspectives de la guerre classique dans lesquelles nous jouerions le rôle de « chair à canon » de l'OTAN et qui nuit à notre crédibilité en nous montrant hésitants quant aux choix stratégiques. C'est la rupture avec une conscription obligatoire d'un autre âge, inefficace, et qui donne aux Français une idée fausse d'une défense moderne. C'est enfin la construction d'une armée de techniciens-cadres et par un système de périodes, de soldats-citoyens.

L'affinage de la défense, c'est, bien sûr, son adaptation technique par la mobilité de ses vecteurs stratégiques (sous-marins et missiles mobiles), l'efficacité de ses

engins tactiques et la mise sur pieds d'unités très mobiles testant la volonté adverse, garantissant nos intérêts vitaux, nos voies maritimes de communication.

C'est peu dire que les directives que le gouvernement giscardien donne en matière de défense ne vont pas dans ce sens. Giscard, en introduisant le concept de bataille de l'avant, en faisant de notre secteur stratégique (avec la bombe à neutrons) un simple soutien de l'OTAN, fait la preuve que le dévoiement du concept de dissuasion est possible.

Ainsi, le problème militaire français, loin d'être pleinement résolu dépend pour les années à venir de choix politiques clairs, et en particulier de notre retrait de l'OTAN.

NOUS POURRIONS MANOEUVRER ET GRANDIR...

La crédibilité d'une France indépendante ne serait pas suffisante si un véritable projet diplomatique ne sous-tendait notre effort de défense. Si la dissuasion ne servait qu'à masquer une nation sans volonté d'ouverture et de cassure de la domination soviéto-américaine, elle ne servirait à rien. Parce qu'économiquement la France est une nation moyenne, sa politique ne devrait pas être suspectée de volonté hégémonique. Parce qu'elle conserve des liens de culture, d'amitié, avec de nombreux pays, elle peut parler de développement complémentaire. Alors qu'on cherche à l'enfermer dans une Europe sans volonté, dont aucun pays n'est indépendant du complexe militaro-industriel américain, le rôle de la France, avec d'autres, tels l'Espagne et le Portugal, peut servir demain de lien entre les sous-développés et les nations moyennes industrialisées.

En Afrique particulièrement, la France se devrait d'aider à la mise en œuvre rapide d'un nouveau développement économique, réclamé en vain depuis des années par les plus éclairés des chefs d'Etat africains. René Dumont expliquait, il y a plus de dix ans, dans « l'Afrique noire est mal partie », que l'assistance intéressée des grands pays, en créant des structures de développement artificielles, achevait de ruiner les espoirs de l'Afrique. C'est aujourd'hui ce à quoi nous assistons au Sahel et dans les pays ruinés par les guerres post-coloniales. Notre pays, indépendant des grands groupes agro-alimentaires, gagnerait à s'asso-



« adapter sans cesse notre défense »

cier à une première phase de développement agricole répondant aux besoins immédiats de ces pays.

De même, au Proche-Orient, au Cambodge, en Europe de l'Est et en Amérique du Sud, le soutien français pourrait aider à la maturation de peuples qui cherchent encore leur légitimité dans les nouvelles Mecques de Moscou et de Washington.

Rendre adultes les jeunes nations par un nouveau type de développement, être l'élément incitateur d'une fédération des moyens et des faibles face à l'infantilisme du jeu des super-puissances, c'est demain le seul projet qui puisse maintenir la paix. Hélas, ici aussi la diplomatie française a pris le mauvais tournant dans les années 70. Sous couvert d'indépendance, le giscardisme a donné au tiers-monde, l'image d'une France prompt à tirer son épingle du jeu, cultivant ses amitiés dans des buts mercantiles à court terme, participant elle aussi, à son échelon, au pillage et aux super-profits.

Abusant de notre image de marque, nous risquons de n'être plus crédibles bien longtemps, de devenir justement parce que l'on aura espéré en nous, la nouvelle bête noire des non-alignés. Dans le domaine international le tournant des années 80, marqué par les hésitations de la politique américaine, montrera si nous avons la volonté de « manœuvrer et de grandir ».

Jacques BLANGY

résister à l'impérialisme

De Superman à Woody Allen, de Coca-Cola, I.T.T. à «Apocalypse now», l'Amérique n'est plus seulement Wall street, Mecque des banques et des industries. Présente sur nos murs, dans nos magazines et dans nos cerveaux, elle donne vie à ces clichés qui modèlent notre quotidien, structurent notre langage, finissent par former «l'horizon indépassable» du continent européen. L'ère de la colonisation totale est bien avancée. Celle de l'écœurement et de la résistance pourrait commencer.

Dans l'inconscient collectif l'arrivée en force de l'Amérique dans «le vieux monde» coïncide avec la fin de la guerre. Comment des peuples, sortis de la misère et de la terreur, ne se seraient-ils pas sentis fragiles, face à une puissance militaire et économique qui balayaient nos vainqueurs d'hier ?

En quelques années, l'Europe aux premières loges de la guerre froide, devait s'enfermer dans le cocon militaire de l'OTAN et mettre constamment son développement industriel et sa diplomatie au diapason de Washington.

DEMYSTIFIER L'AMÉRIQUE

Cependant des causes semblent plus anciennes et plus profondes et l'on ne peut s'en tenir à l'idée d'une fatalité historique de notre soumission. Depuis Tocqueville et sa «Démocratie en Amérique», puis Fourier et les Utopistes socialistes, c'est tout le courant des penseurs de la Société Industrielle qui a préparé le terrain. Peu à peu dans la tête des peuples l'idée prend forme que de l'autre côté de l'Atlantique, s'élabore un vaste modèle de société, fondé sur l'efficacité et la recherche du consensus. Parce qu'elle peut exploiter rationnellement les richesses du Nouveau Monde loin des crises nationales européennes, l'Amérique devient le laboratoire vivant de ces pensées, puis par son expérience, le centre organisateur du capitalisme. Le développement de la colonisation américaine n'a pas suivi les règles qui présidaient jusqu'alors à la fondation des grands empires. Il ne s'agissait pas du moins jusqu'à des périodes récentes de la traduction d'une volonté politique, mais d'un fait de société. Le système politique américain qui n'est que l'émanation d'une société homogène (autour du modèle

WASP —White Anglo-Saxon Protestant—) s'impose en s'appuyant sur cette force sans faille.

Le phénomène de la domination américaine ne peut donc s'analyser de la même façon que les impérialismes politico-militaires, russes ou allemands. Si ceux-ci ont pour base l'Etat totalitaire, réduisant ses crises par son extension à l'ensemble de la société, les contradictions de la politique américaine ne signifient nullement que le système est près de s'effondrer. Ainsi aujourd'hui, si à travers la guerre du Vietnam ou la crise iranienne, l'emprise politique a pu marquer un recul, le système des multinationales pétrolières et agro-alimentaires a réalisé des super-profits, tirant habilement parti de la crise internationale. La colonisation culturelle a connu un nouveau bond en avant grâce à l'étrangement des cinémas nationaux et de l'édition par les énormes circuits financiers américains. Si les Etats-Unis réussissent à anesthésier des pays tels que le nôtre, sur lequel tant de volontés hégémoniques se sont cassé les dents, c'est une question de puissance économique, mais c'est surtout parce que nous avons accepté cette logique de l'argent et du profit d'une Société Industrielle que nous avons contribué à créer, mais qui est avant tout partie intégrante du modèle de société américain.

COMBATTRE L'ÉCONOMIQUE PAR LE POLITIQUE

Quand nous serons bien persuadés que l'Amérique n'est pas une créature fabuleuse mais l'incarnation d'une logique industrielle devenue folle, une large stratégie pour notre libération, menée sur deux fronts, pourra se développer.

D'une part sur le front international, en créant de nouvelles soli-



qui oserait douter du modèle américain ?

darités, sans quoi toute tentative de «décolonisation intérieure» serait vouée à l'échec. (Ainsi de Gaulle apportant une aide décisive au peuple québécois demandait en échange le soutien du futur Québec libre pour l'action de la France.) Car tous nos partenaires européens sont dépendants des multinationales. Sans liens solides avec les pays producteurs de matières premières, on aurait vite fait de nous faire rentrer dans le rang, nos marchés extérieurs étant largement contrôlés. La France a un jeu important à mener en refusant l'actuelle division internationale de la production qui transforme les pays sous-développés en simples réservoirs de matières premières, le réservoir vide, le pays sera ruiné sans rémission possible. La France devrait donc aider à la mise en place de nouveaux circuits de financements et de prêts, car la pagaille régnant dans les organismes internationaux fait le jeu des Américains. Alors le combat culturel mené de front avec les autres pays francophones pourrait aboutir, et la culture anglo-saxonne, véhicule permanent de l'asservissement des peuples, reculer.

Mais sur le front intérieur les Français doivent nationaliser ou «régionaliser» des firmes dépendantes des grandes multinationales, assainir l'économie française et investir dans les domaines de pointes tels que l'électronique et l'informatique. De plus, le Marché Commun qui est une zone privilégiée de l'économie américaine par «partenaires» interposés, doit être mis hors d'état de nuire. Un certain protectionnisme, à l'image de celui pratiqué par les

Américains eux-mêmes ou les Japonais, doit être rétabli malgré l'hypocrite discours des libéraux sur cette question, qui réservent les barrières protectrices aux puissants et les interdisent aux faibles. Enfin une autre conception du travail et de la propriété industrielle devrait s'imposer. Les producteurs doivent être associés à des bénéfices qui au lieu de prendre la route des Etats-Unis doivent être pleinement réinvestis dans l'économie nationale.

Une stratégie mondiale, une politique nationale sont possibles. Il manque une volonté politique pour les mener. Certains pensent encore que la recherche d'hypothétiques équilibres économiques mondiaux stabiliseront le système inhumain qui gouverne l'Amérique et une partie du monde. Si la crise que traverse actuellement l'Europe pouvait enfin les persuader de leur erreur, elle aurait, du moins, été utile.

Paul MAISONBLANCHE

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris. Téléphone : 297-42-57
C.C.P. Royaliste 18 104 06 N Paris

* Changements d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

* Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Yvan AUMONT.

Imprimé en France - Diffusion - N.M.P.P. - Numéro de commission paritaire : 51 700.

changer le travail

Commençons par quelques lieux communs : «il faut travailler pour vivre», «le travail ennoblit l'homme», «l'oisiveté est la mère de tous les vices». Que de fois, depuis la prime enfance, n'avons-nous pas entendu ces belles formules ? Elles contiennent sans doute leur part de vérité. Mais faut-il baisser les bras devant la fatalité ?

S'il faut travailler pour vivre, devons-nous accepter que notre vie soit dévorée par le travail ? Si le travail ennoblit l'homme, ce n'est certainement pas vrai pour tous les hommes et toutes les femmes : une minorité fait un travail manuel ou intellectuel intéressant, une petite «élite» jouit de son travail par le pouvoir qu'il donne sur les autres, mais une large majorité vit son travail comme une épreuve sans cesse recommencée : ennui, saleté, danger, oppression, exploitation, aliénation. Alors, étaient-ils fous ceux qui, au siècle dernier, voulaient proclamer le droit à la paresse ? Cette bonne paresse de nos vacances, trop courte et menacée par les organisateurs de loisirs planifiés...

LE TEMPS DE VIVRE

Les congés payés sont une grande conquête. Et plus leur durée sera longue, plus nous serons contents. De même, les syndicats ont raison de négocier avec acharnement une réduction de la durée hebdomadaire de travail. Mais devons-nous accepter que notre vie

soit coupée en deux moitiés inégales, l'une faite de liberté, l'autre de contrainte ? Le prisonnier qui bénéficie de permissions de sortie reste tout de même un prisonnier. Aussi faut-il envisager de changer le travail, dans sa conception comme dans sa durée. C'est possi-



ble, dès maintenant, à condition d'accomplir un certain nombre de révolutions.

— **C'est possible économiquement.** La situation est en effet absurde : alors que la productivité augmente, la durée du travail ne diminue que faiblement. Elle était de 56

heures hebdomadaires en 1896, et de 42 heures en 1976 ; or, pendant cette période, la productivité a été multipliée par dix. Cela signifie que les travailleurs ne tirent qu'un faible avantage des progrès techniques pourtant réputés libérateurs. Cela signifie aussi qu'un choix a été fait : augmenter le plus possible la production sans se soucier de ceux qui produisent. Pourquoi ne pas faire l'inverse ?

— **C'est possible techniquement.** Depuis deux ans, on nous rebat les oreilles avec la «télématique». Ces techniques, telles qu'elles sont actuellement appliquées, peuvent être dangereuses pour la liberté (les fichiers) et il n'est pas sûr qu'elles accroissent l'intérêt du travail et les responsabilités (pensons aux employés de la SNCF derrière leurs «terminaux»). Mais il est vrai qu'elles peuvent affranchir de travaux pénibles (la «robotique» permettra la suppression du travail à la chaîne) ou

produits sont conçus pour durer un minimum, afin qu'ils soient rapidement remplacés. Une partie du travail industriel consiste à faire tourner cette roue infernale, inutile, absurde et ruineuse.

Si d'autres objectifs sont assignés à la production industrielle, si l'économie redevient, au sens propre, l'art d'économiser le travail, l'énergie, et les matières premières, il sera possible de prendre à nouveau le temps de vivre.

Mais il faut aussi envisager de nouvelles façons de travailler.

TRAVAILLER AUTREMENT

Il est cependant difficile d'apporter une réponse globale à ce souhait, tant les tâches sont variées, selon les entreprises et les secteurs. On ne peut concevoir de la même manière l'agriculture, l'activité industrielle et le travail de bureau. D'ailleurs, point n'est besoin d'une théorie générale du travail : c'est à chaque personne, et chaque communauté de travail, d'imaginer comment mieux répartir les tâches répétitives (par exemple la dactylographie), sur quel rythme organiser la fabrication, et par quels avantages compenser les travaux les plus fatigants et les plus dangereux. Ce qui suppose l'autogestion des entreprises.

Mais le pouvoir politique peut aussi poser les conditions générales d'un travail différent, en faisant par exemple une politique de décentralisation : en suscitant la dispersion des activités industrielles et tertiaires sur l'ensemble du territoire (ce que permet la télématique) il serait possible, à moyen terme, de créer de meilleures conditions de travail, puisque l'environnement serait plus agréable, puisque le temps de transport serait réduit, puisque les communautés rurales et urbaines accueillant ces activités seraient à l'échelle humaine. Enfin, l'automatisation de nombreuses tâches industrielles pourraient faire renaître une production de qualité, exigeant un véritable travail de création.

Mais ne nous leurrions pas : l'autogestion, la décentralisation et la transformation des conceptions économiques sont des objectifs qui ne peuvent être atteints sans une révolution politique accomplie par un pouvoir indépendant : sa première tâche sera de maîtriser les forces d'argent qui orientent la production et nos désirs selon leurs propres intérêts.

B. LA RICHARDAIS

offre exceptionnelle

Si vous souhaitez bénéficier d'un abonnement de 3 mois à Royaliste au prix exceptionnel de 12 F, remplissez le bulletin ci-dessous.

NOM : Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :
.....
.....
désire être abonné à Royaliste pour 3 mois, sans engagement de ma part, et verse 12 F.

Bulletin à retourner à ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS, C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N PARIS.

culture et destin

Comment échapper à l'institution-machine, à cet autre ÇA monstrueux hors duquel rien ne peut fonctionner ? Est-il permis de rêver à cet âge d'or, donc quelque peu mythique, où l'enseignement avait d'abord un visage et où les éventuels disciples pouvaient aller de maître en maître sur la colline sainte Geneviève ?

C'est compter sans l'appareil économique moderne, l'implacable machine à payer des salaires, à régler des cotisations. Mais fondamentalement la question est bien là : l'enseignement c'est d'abord le maître. Le moindre mérite d'Ivan Illich n'est pas de l'avoir redécouvert. Toute «réforme» qui oublie cette vérité première est promise à l'échec absolu.

Sans doute, le mot a-t-il pris en notre temps une consonnance fâcheuse. Mais il signifie le contraire de ce que l'on veut lui faire dire. Le maître n'est pas celui qui écrase de son savoir, de sa supériorité un disciple muet. C'est l'éveilleur, celui qui ouvre les yeux de l'autre au monde, lui fait à mesure reconnaître le jardin de la création en lui nommant les choses. En un autre langage, on appelle cela la culture, mot fétiche, mot piégé, sur lequel il faudrait tout de même réfléchir un petit moment en faisant retraite loin des bruits du monde. La civilisation moderne a tellement investi dans ce qu'un Malraux considère comme la noblesse de l'homme moderne, cette possibilité de se souvenir de l'héritage planétaire des siècles !

Mais si avant d'être mémoire, la culture était regard. Ou plutôt s'il n'y avait mémoire que pour le regard ? Les anthropologues nous ont habitués à penser que l'homme se distinguait par ce qu'il ajoutait à la nature, ce par quoi il s'en distinguait et pouvait la maîtriser. Eventuellement la contempler. De là l'emploi actuel du mot que je reprendrais volontiers à mon compte en y ajoutant une nuance pragmatique. En effet, la

culture est vraiment possibilité de maîtrise du monde et donc plus vulgairement moyen pour l'individu quelconque, ou la personne de «s'en tirer» au milieu des difficultés de la vie. Ceci à un premier degré. De proche en proche, la culture est découverte de la couleur du monde et des secrets de l'être.

Le drame de l'école ou du lycée aujourd'hui est peut-être son échec à répondre à la requête fondamentale du jeune : trouver une boussole et un compas, gonfler les instants de cette plénitude du cœur, les sens de ce surcroît de sentir qui font qu'une vie échappe à la présente des jours. Déjà Bernanos se plaignait de l'immense ennui des collèges où il passa d'ingrâtes années avant la griserie du pavé parisien et l'engagement aux étudiants royalistes. Pourtant à cette époque, les collèges étaient bercés de beau langage, de vers iambiques, d'humanités nobles; des prêtres ou des professeurs délicats y récitaient avec aisance Homère ou Sophocle, Horace, Virgile et Lucrèce. En notre décadence, ils ont disparu les latinistes capables de lire directement leurs auteurs. Mais l'ennui s'est fait plus pesant. Et si l'amour de la littérature a pu subsister empruntant des réseaux souterrains, il semblerait que comme pour Rimbaud la vraie vie soit ailleurs.

Ailleurs ? C'est à dire dans ces lectures parallèles où les auteurs ne sont pas forcément au programme, dans ces disques que l'on écoute avec les copains ou ces concerts où l'on communique loin de la prose infernale et l'horrible travail... Eh oui, la culture c'est



par quoi est remplacée la défunte école de Jules Ferry ?

aussi ce pourquoi l'on se passionne. Alors les études, les connaissances, certes ce peut être utile. Et si l'on s'accroche malgré tout dans les C.E.S. et dans les C.E.T. c'est qu'il faudra bien vivre, entrer dans une vie professionnelle. Mais ces jardins secrets où l'on se promène pour la simple joie de l'esprit et du cœur, en toute gratuité échapperont pour toujours aux réseaux de l'école et de la machine de la rue de Grenelle.

Faut-il le regretter ? On peut en discuter. Pour ma part, j'avoue ne par parvenir à pleurer sur un sort si funeste. Que l'esprit échappe à l'enrégimentement, aux programmes décidés d'en haut par un ministre ou une équipe de spécialistes, est-ce vraiment si mal ? Malheureusement, il est d'autres modes d'enrégimentement singulièrement efficaces et nullement désintéressés puisqu'ils sont sous la dépendance d'autres organismes d'Etat ou d'entreprises aux mains des puissances commerciales sans cœur ni entrailles.

Et puis il n'est pas si évident que l'abandon de la grande culture soit un bien. Le seul malheur est qu'elle tombe en désuétude simplement par absence de vrais maîtres. Déjà, ici ou là on observe des retours étonnants (comme aux Etats-Unis) à ce que la réforme de M. Edgar Faure considérait comme anachronique. Ne doutons pas d'une formidable réaction. L'homme n'est rien sans mémoire. Il ne peut se passer de l'extraordinaire patrimoine que l'intelligence

a accumulé et que seul le travail patient et l'intérêt du cœur peuvent s'approprier. Pour y aider il faut toute l'amitié du maître secourue par cette disponibilité à apprendre qui fait le disciple et n'a rien à voir avec une passivité pure. C'est le secret des vrais dialogues.

Mais la question de l'enseignement reste entière. S'il fallait la caractériser en deux mots, on pourrait risquer ceci. Si l'enseignement actuel conserve deux finalités essentielles, l'ouverture à une culture générale et l'initiation à une profession on peut craindre que la faillite de la première finalité n'entraîne une hypertrophie de la seconde. Ainsi d'ailleurs, notre enseignement en dépit de toutes les précautions législatives serait voué à un nouvel élitisme à l'hégémonie des grandes écoles. Ce qui d'ailleurs s'inscrirait dans la logique de la société industrielle et de la course à la puissance de technocrate sans cœur et sans mémoire.

Nous pensons quant à nous que c'est cette logique folle qu'il s'agit de barrer. Comment ? Tout d'abord en ayant le courage de détruire la machine-institution. Ensuite en créant, de toutes les façons possibles ces institutions souples, nouvelles où pourront s'épanouir de nouvelles relations maîtres-élèves. Pour que les hommes de ce pays soient moins démunis devant leur destin.

Gérard LECLERC



henry montaigu

«Il y a plusieurs demeures dans la maison du Roi». Certains parlent de «sensibilités» différentes. Henry Montaigu est l'expression de l'une d'elles. Son royalisme n'est ni exactement celui de Pierre Boutang, ni exactement celui de Marcel Jullian que nous avons interrogés pour les précédents numéros «spécial vacances» de *Royaliste*. Les préoccupations d'Henry Montaigu tranchent parfois sur celles mobilisant habituellement la rédaction de *Royaliste*, elles ne s'éloignent pas pour autant - bien au contraire - de l'essentiel.

■ **Royaliste :** Vous qui aimez l'Histoire, comment voyez-vous l'histoire de la famille capétienne ? Est-elle d'une parfaite continuité ou voyez-vous se dessiner des rythmes ou des cycles ?

Henry Montaigu : C'est une merveilleuse question, mais il faudrait un volume pour y répondre correctement. Au plus court, disons qu'il y a effectivement plusieurs cycles. Sur le tissu originel formé par la royauté primitive des Mérovingiens, un autre type de monarchie se constitue, d'ailleurs sans rupture à travers le fait carolingien. C'est le triomphe momentané de l'étatisme, le retour à l'Empire. Cela aboutit à l'éclatement féodal. Il y eut environ un siècle d'incertitudes entre les deux systèmes, la monarchie impériale des fils de Charlemagne et la royauté féodale des Robertiens, comtes de Paris et ducs de France. Ceux-ci finissent par dominer comme plus conformes au modèle de société qui s'établit alors. L'éclatement est devenu une harmonie. C'est une révolution à la fois sociale et spirituelle. Les Capétiens, héritiers des Robertiens, bénéficient de la grande effusion olunisienne de l'An Mil. Mais il y

a aussi continuité. En premier lieu par le sacre, et en second lieu par les liens de sang qui par le jeu des alliances unissent entre elles ces diverses familles. Pour les Capétiens, le Baptême de Clovis demeura l'acte fondamental de la Royauté, et Charlemagne un souvenir toujours présent, une constante référence. Ensuite, chaque dynastie ou inter-dynastie capétienne semble mystérieusement appelée à régir une adaptation du système, adaptation toute relative puisque rien de fondamental n'est jamais bouleversé. Au contraire elles permettaient de sauver l'essentiel du dépôt à travers tous les changements. Ainsi les «révolutions» s'accomplissaient sans dommage à l'intérieur par le canal d'une famille prédestinée. Il y a aussi correspondance avec les rythmes même de l'Histoire. Les Capétiens directs, c'est, grosso modo, la médiévalité pure, le sommet de la civilisation chrétienne : le temps des cathédrales. Les Valois directs en sont le déclin. Les Valois semblent d'ailleurs avoir assumé le grand cycle des guerres. Guerre franco-anglaise d'abord, guerre d'Italie ensuite (au centre desquelles se trouve le Valois-Or-

ENTRETIEN

léans) enfin guerres de religion qui occupent presque tout le temps réservé aux Valois-Angoulême. Vient ensuite la maison de Bourbon, le retour à l'ordre, la mesure classique, un nouveau déploiement de la civilisation française que résume et magnifie le seul nom de Versailles. Chaque dynastie a donné un roi modèle qui se trouve avoir été chaque fois un roi bâtisseur : ce sont Saint Louis, Charles V, François Premier et Louis XIV. Après, vient le grand cycle de cendres de nos révolutions. La Maison de Bourbon-Orléans a voulu l'assumer. Et dans une certaine mesure il n'y a rien là que de normal. Elle a tenté l'ultime adaptation possible avec Louis-Philippe. Mais le «Roi des Français», qui d'ailleurs, tout comme son ancêtre le Régent, avait l'étoffe d'un roi de France, a lui-même renoncé à cela et reconnu, en engageant ses fils à se rallier à l'héritier du Droit légitime, que monarchie et révolution ne pouvaient cohabiter - tout simplement parce que la monarchie est un système complet et en quelque sorte sa propre révolution, non la révolution centrifuge et destructrice que nous vivons depuis 89, mais celle de l'intérieur dont notre longue histoire nous donne tant d'exemples, et qui est seule constructive. Il semble que Louis-Philippe ait eu le pressentiment que la Maison d'Orléans deviendrait un jour, de plein droit, la Maison de France. Il s'agissait alors de renoncer à l'Orléanisme afin que l'éventuel héritier soit en possession d'un droit non médiatisé par l'Histoire. Et c'est ce qui est arrivé. L'actuelle Maison de France tient son droit de l'ordre de dévolution traditionnel, de mâle en mâle, par primo-géniture : c'est-à-dire en fait de Henri V, et non de l'adaptation passagère de 1830.

■ **Royaliste :** Qu'est-ce qui fonde pour vous l'institution royale ? Quelle est son origine et sa fin ?

Henry Montaigu : Oh ! Le fondement est spirituel, que voulez-vous qu'il soit d'autre. La Nation et la Royauté sont nées ensemble le jour du baptême de Clovis. J'ai été surpris, lors du voyage du pape, que certains se demandent si la France était toujours la «Fille aînée de l'Eglise». On n'entendait parler que de ça ! Pourtant, serait-elle cent fois plus apostate, nul n'a le pouvoir de lui enlever ce titre. C'est un héritage, une qualification providentielle, un «don de Dieu sans repentance» comme dit Bossuet -et dont il ne lui sera

demandé compte que le jour du Jugement. La France est une personne, selon l'expression de Michelet, mais c'est une personne baptisée qui a reçu un nom nouveau, un destin, une mission, une histoire à travers le premier de ses rois. Par héritage de l'Ancien Régime, le président de la République est chanoine de Saint-Jean de Latran. C'est tout ce que l'Eglise peut lui accorder. Le «Fils aîné de l'Eglise», c'est toujours l'héritier de nos rois. Ne régnant pas, il ne peut l'être qu'in partibus, comme on dit à Rome, mais il l'est tout de même, essentiellement. Le pape n'est d'ailleurs pas venu dire à la France qu'elle avait perdu son titre et sa mission. Il est venu lui poser une question bien plus terrible et qui est de nature, si elle est entendue, à la ramener à son centre et à son origine. Vous

Henry Montaigu, écrivain royaliste, collabore régulièrement au journal «Ce temps de lire», il est l'auteur des livres suivants :

Aux éditions SOS :

- *Rocamadour ou la Pierre des siècles*. Prix franco 43 F.
- *Reims ou le dimanche de l'Histoire*. Prix franco 42 F.
- *Paray le Monial ou le ciel intérieur*. Prix franco 62 F.

Chez Albin Michel :

- *Histoire secrète de l'Aquitaine*. Prix franco 57 F.

Poésie :

- *Chronique du Roi dormant*. Prix franco 45 F.
- *L'Arbre de Justice*. Prix franco 45 F.
- *Le Mandat du Ciel* vient de paraître en exclusivité à *Royaliste*, prix franco 20 F.

Roman :

- *La Comtesse prodigieuse*, à sortir le 12 septembre à La Table Ronde.

vous souvenez ? «France, Fille aînée de l'Eglise, es-tu fidèle aux promesses de ton baptême ? Permettez-moi de vous demander : France, Fille aînée de l'Eglise et éducatrice des peuples, es-tu digne, pour le bien de l'homme à la sagesse éternelle ?» Jamais condamnation pontificale n'est tombée de si haut que cette simple question posée au bout d'une longue histoire. Ce que le pape est venu nous dire c'est que nul ne peut changer d'histoire, de nature, de vocation spirituelle. Nous ne pouvons pas nous soustraire à l'acte originel qui nous a fait ce que nous sommes. Parler à la France de son baptême, c'est l'inviter, elle et ses rois à refaire une Chrétienté.

■ **Royaliste : vous avez vos rois préférés, qui sont-ils ?**

Henry Montaigu : Je vais vous citer un mot d'Orson Welles : «Shakespeare aimait les rois» a-t-il dit un jour. Quand on aime les rois, on les aime tous, et quand on est royaliste et qu'on connaît l'Histoire on n'est pas inquiet pour l'avenir, on fait confiance à la «providentialité» de l'institution. A travers des individualités si diverses il faut admirer la continuité du mandat royal. Et vous savez, les plus oubliés, les plus décriés de nos souverains ont été souvent les plus importants. Henri III, par exemple, si souvent réhabilité en pure perte, prince douloureux et profond a, par un extraordinaire acte sacrificiel sauvé l'unité spirituelle et territoriale de la France. Sans lui, il n'y aurait pas eu de Grand Siècle. Il faut lire la *Tragédie de Blois* de Jacques Vivent, c'est un très beau livre qui montre tout ce qui s'est joué là, à la fin du XVI^e siècle, où tout a dépendu du Roi, de sa volonté de sauver l'ordre traditionnel de dévolution à la couronne... J'aime François Premier, Louis XIII pour la poésie de ces deux règnes si terriblement politiques pourtant. Les premiers Capétiens sont tous admirables - bien que plusieurs aient été excommuniés, ce qui ne les empêchait point de représenter dans toute sa plénitude la rigueur de leur mandat. Il y a aussi Charles V que l'on peut préférer à tous par l'excellence de sa doctrine, son désir de sagesse, son goût de la beauté, son zèle pour l'indépendance nationale... A ce propos d'ailleurs, vous avez sans doute noté comme moi, dans une récente déclaration de Mgr le comte de Clermont (1), les noms de Philippe Auguste, de Saint-Louis, de Philippe le Bel, de Louis XI, de François Premier, de Henri IV et de Louis XIV... Cette théorie de souverains me paraît bien représentative d'une certaine pérennité de la France sous le triple rapport de la justice, de l'indépendance et de ce qu'on appelle aujourd'hui la «culture». Cela montre que notre Dauphin porte en lui et transmettra à son tour cette doctrine millénaire.

■ **Royaliste : Pour vous, à qui ressemble le comte de Paris et qui est-il ?**

Henry Montaigu : Aucun roi ne ressemble à un autre et c'est un des grands avantages de l'institution. Les individualités sont diverses et souvent, me semble-t-il, par la grâce de quelque harmonie cosmique, en accord avec les

besoins de leurs temps. Toutefois, en ce qui concerne les Capétiens, Saint-Louis demeure le modèle, comme le prince chrétien par excellence. On dira : le fils de Saint Louis et cela seul suffit à qualifier le roi. Mgr le comte de Paris n'a pas manqué à son tour de se conformer à cette tradition. Mais c'est à lui qu'il faudrait demander qui parmi tant d'ancêtres il préfère, ceux auxquels il s'est référé... Je crois que ce qui caractérise au premier chef celui qui devrait être aujourd'hui notre roi, c'est l'amour de la France et un grand désir de justice sociale. Son livre témoigne de cela, d'où les pages touchantes sur Philippe Auguste, Bouvines, l'appel aux communes de France...

■ **Royaliste : En quoi voyez-vous aujourd'hui un appel à la royauté ?**

Henry Montaigu : L'appel à la royauté est permanent. C'est le régime naturel et surnaturel de la France. Parce que la France est d'abord une disposition spirituelle. Ce n'est ni une «nation» ni un «Etat», ni un «empire» : c'est un royaume, c'est-à-dire, en premier lieu, un déploiement providentiel. Aujourd'hui n'est donc pas plus intéressant qu'hier ou que demain puisque la nécessité, l'enjeu, les conflits sont toujours les mêmes. On parle souvent de «monarchie populaire» mais pour qu'une monarchie soit réellement populaire, il faut la situer dans un espace spirituel et temporel transcendant. Je crois aux vertus charismatiques du sacre qui fait du Prince une image concrète du dieu «médiateur» et de la royauté terrestre une émanation visible de la royauté christique. Dans cette perspective, le roi élève tout à lui comme principe de cette «royauté» que chacun porte en soi. Il y a irradiation par le haut, échange d'amour et dignité collective. La démocratie conduit à la massification, à l'esclavage, à la laideur, à la dictature quantitative, à la destruction des aristocraties populaires si importantes autrefois. Je ne crois pas à la légitimité par l'élection. D'ailleurs, je me méfie de ce mot de «légitimité» qui peut servir à tout et à n'importe quoi. En fait, c'est comme le dit Baudelaire de l'expression «le trône et l'autel» une «maxime révolutionnaire». Cela n'a rien à voir avec la tradition royale : ce n'est que le barda idéologique de la Restauration. On peut concevoir toutes sortes de «légitimités» à la suite d'entourloupes idéologiques ou de nécessités passagères. Si nous sommes

réalistes, nous devons admettre que tout pouvoir est légitime par adéquation au système qui le porte. Un président est légitime quant il a 50% des voix plus une et que tout le peuple consent à ce que cela soit ainsi. La manière dont de Gaulle est tombé devrait servir de leçon aux partisans de cette sorte de «légitimité». Ce qu'une élection a fait, une autre élection peut le défaire. On n'en finit plus. Notre peuple est mercuriel. Il a besoin de tradition stable, de référence continue. Il lui faut un pouvoir fort sur lequel au besoin il puisse taper sans craindre de catastrophe nationale. Le pouvoir faible, les institutions fragiles, la souveraineté à la carte, tout cela rend les citoyens craintifs et les prive à la limite de leur droit de rébellion sous prétexte que les voilà «responsables». C'est terrible. Il n'y a plus de caractères, comment voulez-vous ? Le seul moyen d'avoir de temps à autre de vraies révolutions, c'est la monarchie. Dans l'Ancien Régime, elle se faisaient dans l'amour - et jusqu'à la Bastille qu'on a prise en criant : «Vive le Roi !» Comme si c'était lui surtout qu'on voulait délivrer. N'est-ce pas admirable ?

■ **Royaliste: La monarchie est à la fois une institution moderne et traditionnelle. En quoi serait-elle moderne et quels éléments nouveaux pourraient naître de la pousse originelle ?**

Henry Montaigu : Ça veut dire quoi, «moderne» ? Enfin bref, je vois bien ce que vous voulez dire. Il y a deux façons d'être moderne. La bonne, c'est d'être attentif aux réels besoins de notre temps, à ce qui naît chaque jour, à la demande profonde. La mauvaise c'est d'avoir une vision du monde purement théorique de vouloir pénaliser à tout prix le programme in-

finiment dépassé de quelques philosophes ivres, de croire qu'il y a «progrès» chaque fois qu'il y a des choses à re-trouver et qui nous sont indispensables. Le modernisme, comme pseudo-religion de la rupture et de l'orgueil est un échec. Tous ceux qui s'en détournent iront forcément vers la Monarchie à condition qu'on leur présente le vrai visage, les vraies doctrines. Son caractère est universel. Par là, une institution traditionnelle est fatalement moderne, puisque «moderne» il y a, en ce sens qu'elle porte une réponse aux besoins spécifiques de tous les temps. Seulement il faut savoir que la Monarchie, c'est d'abord une chose qui se raconte. C'est pour ça que Bernanos ne voulait pas «qu'on plaide le dossier». Il se méfiait des docteurs. Il faut lire et relire *«Nous autres Français»*. Bon. La monarchie est «moderne» dans la mesure où elle peut répondre aux besoins nouveaux créés par la tragique défaillance de la modernité. Son premier devoir est de récupérer les brebis perdues de la prédication moderniste. Elle a, à cet égard, une immense tâche devant elle et un prodigieux avenir puisque tout est à re-trouver aussi bien dans l'ordre de la Connaissance que dans l'ordre esthétique, social, institutionnel, politique, etc. Dans cette grande quête de Vérité, il y a du travail pour chacun, où qu'il se trouve - mais c'est aux royalistes de faire la synthèse, de «rassembler ce qui est éparé», de tout ramener au centre et à l'origine. Cette besogne accomplie, une fois dégagé l'arbre, les nouvelles pousses naîtront toutes seules...

propos recueillis
par Gérard Leclerc

(1) Le Quotidien de Paris - 3/7/80.

«LE MANDAT DU CIEL»

par

Henry MONTAIGU

Souscription du prochain recueil de poèmes d'Henry Montaigu.

Dans la veine de «L'ARBRE DE JUSTICE» et du «ROI DORMANT» -le sommet de l'art de Montaigu d'après Luc de Goustine pour qui ce livre «c'est tout le comte de Paris !!!», Henry Montaigu fait paraître prochainement un recueil de 40 poèmes, intitulé «LE MANDAT DU CIEL», qui est encore une manière de nommer la monarchie.

Tiré à 200 exemplaire numéroté sur papier vergé chamois - dont le numéro 1 sera offert à Mgr le comte de Paris - format 11 x 15 cm; préface de Luc de Goustine.

Prix de souscription : 20 F franco - Parution avant le 15 juillet.
(après cette date, prix franco : 24 F 50)

Commandes au journal.

pourquoi le comte de paris?

Il arrive que des amis non-royalistes me demandent : mais enfin, la constitution de la Ve République ne vous suffit-elle pas ? N'est-elle pas en soi monarchique, ne garantit-elle pas une relative indépendance du pouvoir ? N'a-t-elle pas prouvé en dépit d'inévitables aléas qu'elle assurait une certaine continuité dans la poursuite des objectifs politiques essentiels, principalement en politique étrangère. Qu'attendez-vous de mieux ? Un roi ? Le comte de Paris ? Mais quelles qualités éminentes et extraordinaires le mettraient au-delà du lot commun et lui vaudraient plus de grâce d'Etat que l'élite de nos présidentiables (Giscard, Chirac, Rocard, Mitterrand ?) ?

En ce cas, je réponds que sur la continuité déjà je pourrais discuter. Plus gravement, je mets en cause la compatibilité d'une grâce d'Etat monarchique et d'une appartenance à un clan politique, à une mouvance idéologique ou à un groupe d'intérêts. L'erreur de perspective vient à mon sens que l'on prenne pour exemple implicite le premier Président de la Ve République qui répondait, lui, éminemment au modèle monarchique du fait de qualités personnelles évidentes, mais aussi d'une identification totale à la France, à son destin et à sa vocation. Si le général de Gaulle a entretenu des relations si continues, si cordiales et si confiantes avec le comte de Paris, s'il a envisagé pour l'héritier de nos rois l'accession à la présidence au lendemain de son propre mandat, il n'est pas d'autre explication. Le comte de Paris aura toujours par rapport aux hommes politiques si brillants, si éminents soient-ils, une indépendance totale par rapport aux appareils, aux partis, aux puissances d'argent. C'est la vertu d'un héritage historique, d'une famille dont le sort est lié pour le meilleur et pour le pire à celui du pays.

Il se trouve qu'en plus, le comte de Paris n'est pas héritier muet. Depuis son plus jeune âge il s'est préparé à sa fonction, assumant très tôt les prérogatives d'un prétendant qui prétend réellement, étudie avec passion les dossiers de la France moderne, engage un dialogue permanent

avec les forces vives du pays et développe des projets à long terme singulièrement novateurs. Nous savons ainsi qu'il est personnellement par delà l'héritage qu'il assume. Ceci nous est précieux à plusieurs titres.

La première qualité qui conviendrait à un Chef d'Etat en France serait de pouvoir créer sinon l'unanimité toujours factice et préfabriquée dans les pays totalitaires, du moins d'être un rassembleur qui suscite la collaboration d'hommes de talents venus de tous les horizons de la pensée et de la politique. Or il se trouve que le comte de Paris tout au long de sa vie a su rencontrer sans exclusive ceux qui jouaient un rôle ou pouvaient lui apporter une collaboration pour une meilleure connaissance des problèmes et l'élaboration de solutions. Le moment n'est-il pas venu, dans une situation bloquée, où il apparaît que l'on ne sortira pas des difficultés économiques, de l'inflation, du chômage, de la crise de l'énergie par les moyens classiques, de mettre tous les talents au travail pour imaginer autre chose. Le comte de Paris n'a jamais travaillé autrement. Et si l'on veut vraiment ces solutions radicales que réclament les militants de gauche à grands cris, il faudra renoncer à une lutte qui ne débouche jamais que sur le renforcement de l'adversaire pour être enfin partie prenante d'une œuvre activement révolutionnaire. Le comte de Paris apparaît comme le seul homme d'Etat capable non pas de rompre les clivages qui se forment toujours, mais de les empêcher de se figer en stérilisant une moitié des citoyens dans une opposition sans fin.

Pour entrer dans cette perspective, il faut évidemment partager assez largement les analyses que développe ce numéro de Royaliste. Il faut être persuadé qu'une caste ne saurait accaparer l'Etat à son profit sans vicier gravement les institutions créées par de Gaulle. Il faut également être persuadé que le cadre capitaliste actuel ne convient pas si l'on veut une société capable de vivre autrement, de travailler autrement et aux citoyens de prendre partout en main les commandes de la cité. Ceci suppose de



une légitimité de surcroît

rompre à la fois avec l'état giscardien, avec le pouvoir du capitalisme financier international et une pratique technocratique centralisée. Mais cette rupture suppose une renaissance des liens sociaux, du tissu social, et un dialogue nouveau entre un Etat qui ne serait plus lointain et des citoyens qui ne seraient plus des administrés. Or le comte de Paris a toujours eu cette hantise. Il n'a cessé d'imaginer les moyens de ce dialogue.

Si l'on veut réellement créer une société de participation fondée sur des rapports économiques de non-exploitation, si l'on va jusqu'au bout de l'idée de décentralisation qui exige un redéploiement total des entreprises, on sera d'abord obligé de changer l'Etat, de lui rendre cette force de mobilisation sociale, cette disponibilité complète qui lui permettra de mener son œuvre à terme. Qui peut penser raisonnablement en effet que l'Etat aux mains d'un parti ou d'une coalition quelconque pourrait imaginer et oser. Il faut donc d'abord oser imaginer un Etat qui aurait une légitimité de surcroît pour arbitrer, pour déléguer, susciter des initiatives qu'un pouvoir faible hésite à soutenir. La question est bien posée; qui en France, hormis le comte de Paris peut prétendre à ce rôle, à ce recours, à cette légimité ?

Et pour les Français, l'heure est au courage de savoir choisir, même lorsque c'est au prix de leurs préjugés.

G.L.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (55 F), un an (95 F), de soutien (200 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

ce que font les royalistes

La Nouvelle Action Royaliste, c'est à la fois quelque chose d'irritant et d'unique. D'irritant pour ceux que notre combat dérange dans leurs habitudes politiques. D'unique pour ceux qui pensent et veulent agir en dehors des modes et des préjugés. Pour ceux-là, la NAR est avant tout une communauté militante.



journées royalistes : le souci de la liberté ...

Communauté militante : cela signifie l'action en commun mais aussi une réflexion collective menée par des citoyens venant d'horizon très divers. A la NAR, depuis sa création en 1971, se sont retrouvées et confrontées des expériences politiques et militantes très différentes. On ne vient pas au royalisme pour une seule raison et en outre la NAR s'est toujours refusée à imposer un « moule idéologique ». Au contraire, elle s'enrichit sans cesse de ces apports nouveaux : gaullistes déçus par les appareils, anarchistes positifs, ex-gauchistes lassés par la langue de bois d'une ultra-gauche sclérosée, écologistes enfin ayant compris l'importance et l'enjeu du Politique. Tous ont trouvé à la NAR, non pas un « fourre-tout » ou une « auberge espagnole », mais une amorce de réponse à leur recherche et à leurs préoccupations

particulières. La NAR, de ce point de vue, ne sera jamais un parti traditionnel, elle n'est pas faite pour distinguer une fraction de l'opinion ou constituer une élite, elle est d'abord un lieu politique de rassemblement des Français, proposant un vecteur de conciliation : la monarchie.

UNE STRUCTURE MILITANTE

La NAR n'en néglige pas pour autant l'aspect militant. Elle dispose tout d'abord de sections, à Paris et en Province. Structure souple, refus de l'embrigadement, sont les deux idées qui animent l'organisation du mouvement. La structure militante permet à la NAR de poursuivre des campagnes comme cette année autour des émissions télévisées du comte de Paris. La présence de la NAR s'il-

lustre aussi sur le terrain par de nombreuses réunions, dîners-débats avec des personnalités extérieures au mouvement ou des « compagnons de route », par des actions militantes plus classiques : vente à la criée du journal, affichage, distribution de tracts.

La ligne politique du mouvement est définie par un Comité directeur assisté d'un Conseil représentatif national élu par les adhérents du mouvement et chargé de renouveler les membres du Comité directeur et de faire circuler l'information à l'intérieur du mouvement. Ces deux organes établissent la stratégie générale de la NAR. Concrètement, elle s'illustre par une volonté de faire du « royalisme à visage découvert », loin des complots et de l'entrisme inefficace qui dispersent les énergies. C'est ainsi qu'en 1974, Bertrand Renouvin fut candidat aux Présidentielles pour faire une campagne d'idées et de réflexion qui tranchait avec le ron-ron des partis officiels. De même la NAR fut présente, en 77 aux municipales, à Paris et dans d'autres villes; aux législatives de 78 où elle présenta une dizaine de candidats. Malgré toute les difficultés mises en place par le pouvoir giscardien pour empêcher les petits mouvements de participer aux élections présidentielles, (les 500 signatures de maires au lieu de 100, l'organisation réglementée des pressions préfectorales sur les éventuels signataires, etc), la NAR sera présente en 81.

L'indépendance politique du mouvement (refus des compromissions électorales) se traduit aussi par ce qu'il faut bien appeler une « pauvreté relative ». Uniquement financée par les cotisations et les souscriptions, la NAR n'a pas de financiers occultes, pas d'officines parallèles. Cela limite nos moyens d'action, mais est le gage de notre

indépendance. Car, comment préconiser le recours à un homme libre, le comte de Paris, si nous dépendons pour exister, de la manne de ceux-là même que nous combattons ?

Tous ceux qui ont assisté à nos grands rassemblements : Journées royalistes, fêtes régionales, ont d'ailleurs été frappés par cette indépendance d'esprit, ce souci de la liberté. La NAR ne sera jamais un parti de politiciens professionnels, d'arrivistes ou de carriéristes. Les militants de la NAR ne veulent pas -comme d'autres- coloniser le Pouvoir, ou devenir les barons d'une future monarchie. Ils sont d'abord et avant tout des témoins et des propagandistes. Si nous étions un parti comme les autres, pourrions-nous avoir à la même tribune de nos journées : Roger Garaudy, Jacques Thibau, P. de Saint Robert, Oliver Germain-Thomas et Michel Jobert ?

LA NAR SOCIOLOGIQUE

Mais la NAR n'est pas seulement une structure militante -les sections territoriales ne sont que la partie émergée du mouvement.

Ce qui existe aussi, ce sont nos « cellules » et nos « cercles » qui effectuent un travail approfondi de recherche et d'études sur tous les grands problèmes de société : urbanisme, santé, philosophie, éducation, économie, écologie ..., sans oublier la cellule audio-visuel qui fournit au mouvement de vastes possibilités d'information et de documentation sur l'actualité et se familiarise avec les techniques les plus modernes de la communication. C'est dans les cellules et les cercles que s'effectue le véritable travail d'approfondissement de nos idées. Le projet politique de la NAR y est discuté et affiné avant d'être exprimé dans Le Lys Rouge, organe de débat interne de la NAR, Royaliste-cahiers-trimestriels, organe théorique de la NAR, et le bi-mensuel Royaliste qui est notre organe de propagande.

Loin des bureaucraties d'appareil, la NAR constitue une expérience originale et féconde. La NAR n'est pas comme beaucoup de partis, une fin en soi, le désir de se reproduire elle-même ne vient pas freiner sans cesse ses mutations.

Simple discours ? Le mieux serait de rencontrer ses militants. C'est à vous de juger !

Sylvie FERNOY

royaliste parce que révolutionnaire

La faillite économique et sociale du septennat de M. Giscard d'Estaing; la corruption de la classe politique telle que l'ont montrée les «affaires» qui ont, tout au long de l'année, remué le cloaque politique; le retour et simultanément le blocage du jeu des partis; l'instauration prudente mais sûre d'un Etat policier... : qu'est-ce qui, en cette année 1980, ne nous conforte et ne nous détermine pas dans notre projet royaliste ? Si bien que l'on est en droit de se demander si l'on doit encore expliquer pourquoi il existe des royalistes, ou si, plutôt, l'on ne doit pas s'étonner qu'il existe encore des Français qui ne le soient pas... du moins consciemment. Tous royalistes ? Après tout, pourquoi pas, puisque être royaliste, cela ne signifie pas, après avoir constaté la faillite du régime actuel, vouloir simplement en changer. Mais par ce changement faire recouvrer son indépendance au Pouvoir, face aux féodalités qui actuellement l'emprisonnent et lui dictent leur loi, comme condition aux révolutions nécessaires. Car être royaliste en 1980, c'est avant tout être révolutionnaire.

CONTRE UNE «FRANCE DES ROBOTS»

Qui ne le sait aujourd'hui ? A la NAR, il ne rentre dans notre projet ni nostalgie d'un quelconque âge d'or monarchique, ni rancune. Notre royalisme découle de notre analyse critique de la société actuelle. Il émane de la vie quotidienne de nos concitoyens et de l'ensemble de la nation, de nos craintes et de notre espérance pour l'avenir. Et c'est parce que, citoyens français parmi les autres, nous prenons au sérieux ce «Lendemain c'est vous !» de Bernanos, que nous refusons de baisser les bras devant une prétendue fatalité qui de l'anesthésie conduirait à la mort.

Notre royalisme naît donc d'un refus : le refus d'une société de gaspillage où les riches deviennent plus riches, et les pauvres plus pauvres, où la crise est le prétexte à l'exploitation accrue des travailleurs et à l'étouffement de leur colère face à une caste de privilégiés et de féodaux, chaque jour plus impudente. Souvenez-vous de M. Raymond Barre fustigeant les un million et demi de chômeurs qui «devraient créer des entreprises plutôt que de pointer ... !». Plus fondamentalement c'est le refus d'une société totalitaire et deshumanisée, sans finalité, où la personne humaine, devenue simple individu producteur-consommateur (de



moins en moins «consommateur»...) est réifié, administré, géré, interchangeable, fiché, fliqué. C'est le refus d'une quelconque «France des robots», divisée, comme nous la prépare les idéologues du VIIIème plan (1), entre une race des seigneurs ayant le savoir, l'argent et la puissance, et un troupeau de laissés-pour-compte du «progrès».

LA RÉVOLUTION GRACE AU ROI

De plus, le sang a coulé sous Giscard. Dans le midi viticole, en Corse, à Creys-Malville, à Plogoff, à Longwy, contre les étudiants en Province ou à Paris, pour répondre à la révolte de ceux qui n'en peuvent plus, le Pouvoir a envoyé ses CRS et ses gardes-mobiles qui, toujours, se sont comportés comme des armées d'occupation, et ont été jusqu'à tuer.

Et c'est le visage de la guerre civile, encore larvée, mais qui a ses premiers morts ...

Cette analyse critique, nous ne sommes pas les seuls à la faire. Alors pourquoi, préconisons-nous l'appel au Prince ? C'est parce que notre royalisme veut être le vecteur d'un «soulèvement de la vie» contre le nihilisme de notre société, qu'il est volonté positive d'une société recouvrant le sens de la personne, d'une cité recouvrant visage humain. Le caractère essentiel de la monarchie n'est-il pas d'être précisément un pouvoir à visage humain ?

N'étant lié à aucune faction, ne dépendant d'aucune féodalité, homme libre, le roi est le mieux à même de pouvoir, en toute indépendance, et sans que puisse jouer aucun intérêt personnel, sinon confondu avec celui de la nation, permettre les révolutions nécessaires, et jouer un rôle naturel d'arbitre. Alors

qu'aujourd'hui -et comment pourrait-il en être autrement- la caste au pouvoir fait du mépris et du cynisme la meilleure façon de gouverner, que la politique comme souci du bien commun est niée au profit d'une simple conception des affaires, est ravalée au rang d'une lutte et d'une complicité entre les tenants d'un même lobby d'un même Milieu. Être royaliste, cela signifie vouloir désaliéner le Pouvoir de ce qui le détourne de sa raison d'être qui est de garantir la justice et la liberté, vouloir suffisamment réduire l'Etat, en lui redonnant ses fonctions propres d'administration générale de la cité, pour permettre à tous les niveaux au libertés et aux initiatives de s'épanouir.

Une continuité au niveau de l'Etat qui permette d'assurer les révolutions nécessaires dans la société; retrouver l'unité des Français, par delà les décisions artificielles et partisans, et dans la diversité réelle des cultures et des langues des peuples de France; une passion de la liberté qui passe de la définition d'une citoyenneté nouvelle pour une cité où le citoyen compterait en tant que personne responsable et non plus en tant qu'administré, seule la monarchie peut le permettre, peut concilier la nécessité du pouvoir politique et l'épanouissement des «anarchies nécessaires».

La Crise, c'est bien connu assourdit les révoltes sociales, les exigences populaires. Le Pouvoir giscardien en profite, tandis que la gauche, après avoir trahi l'espérance de 1978, est bien incapable tant dans sa division que dans ses projets respectifs qui ne sont qu'une autre façon de gérer la société d'usure actuelle, de représenter un quelconque espoir de libération. Cette libération, pensons-nous, ne peut se faire qu'avec des hommes libres, et qu'avec le premier d'entre eux, le comte de Paris. La Révolution ne peut se faire que par le Roi. Mais être royaliste signifie aussi le refus de toute dictature, ou de tout chantage à l'homme providentiel. Le Prince n'a jamais été, ne saurait être l'homme du pronunciamiento. Le capétien n'est pas un aventurier de la politique. Il est en réserve de la France, il peut en être le recours. Pour éviter le pire. Pour construire l'avenir. Mais il ne répondra qu'à un appel du peuple parce que «le lendemain, c'est vous !».

Axel TISSERAND

(1) Voir Royaliste numéro 319, franco 4,50 F.